Message de condoléances du PADS à la famille d'Henri alleg

La disparition de notre camarade et de notre frère de lutte Henri Alleg nous attriste profondément. Même si nous nous attendions depuis son accident cérébral à l'issue inévitable de son dernier et ultime combat, il nous est difficile et pénible d'accepter qu'il ne nous sera plus possible de le rencontrer, de discuter avec lui, de bénéficier de sa lucidité et de son énorme culture politique, de nous concerter pour poursuivre notre combat collectif en vue d'un monde débarrassé de l'exploitation de classe et de toute oppression. Henri nous a quittés mais il nous a laissé un immense héritage politique dont s'inspireront les jeunes militants de tous les pays déterminés à demeurer fidèles à sa mémoire, à son engagement intransigeant face aux puissances d'argent. Depuis son jeune âge Henri a assumé, jusqu'au bout et avec détermination, toutes les responsabilités que sa conscience de révolutionnaire internationaliste lui dictait. Il est certain que la vie de notre camarade Henri représentera pour toutes les générations de révolutionnaires en lutte pour un monde communiste, l'incarnation du courage, de la lucidité et de la fidélité à ses idéaux, du rejet du reniement, du défaitisme et du pessimisme. Certains d'exprimer le sentiment des communistes algériens demeurés fidèles aux idéaux de Henri, des progressistes et patriotes anti-impérialistes soucieux de l'indépendance de leur pays dans le progrès et la démocratie, nous vous présentons nos condoléances les plus sincères.

L'hommage du PADS à Henri Alleg

Présenté par William Sportisse, le 29 juillet 2013 au cimetière du Père-Lachaise.

Mesdames, Messieurs,
Chers amis et camarades,

Pour les communistes algériens, le décès de Henri Alleg, notre camarade et frère de lutte est ressenti douloureusement. Nombreux sont les Algériens, hommes et femmes, jeunes et vieux qui expriment eux aussi de différentes manières leur peine profonde. Nous garderons dans notre mémoire sa participation à notre commémoration du 50e anniversaire de l'indépendance de l'Algérie malgré son extrême fatigue.

Nous tenons à mettre en évidence l'ardeur qui l'a animé pendant plus de soixante dix ans dans ce combat que nous menons pour empêcher notre société de sombrer dans la barbarie, mettre fin à l'exploitation d'une classe par une autre et à l'oppression d'une nation par une autre. Cette ardeur reposait sur des convictions idéologiques et politiques communistes profondes.

Il ne manquait pas d'affirmer que les formes de lutte ne sont pas choisies en fonction de nos désirs et aspirations naturelles à ne pas alourdir les souffrances du peuple mais nous sont imposées par un système d'exploitation et d'oppression qui n'accepte pas de mourir sans recourir à la violence. Les communistes et les nationalistes algériens avaient cherché en vain une solution démocratique et pacifique pour en finir avec le système colonial. A la violence coloniale le peuple a dû répondre par la violence révolutionnaire.

La pratique de la torture pour réprimer l'insurrection va prendre durant la guerre d'Algérie une dimension massive et barbare. Il fallait la dénoncer devant l'opinion publique mondiale. Ce fut le mérite de Henri de l'avoir courageusement fait dans "La Question". Sa diffusion avec l'aide de ses camarades du PCA et du PCF et d'autres forces démocratiques et progressistes a contribué à la prise de conscience nécessaire à la mobilisation populaire en France et dans le monde pour obliger le gouvernement français à entamer les négociations pour faire droit aux légitimes revendications du peuple algérien à son indépendance.

La vigilance révolutionnaire de notre camarade Henri était constamment en éveil. Il flairait les tentatives de remettre en cause les avancées progressistes du mouvement populaire.

Il a dénoncé les tentatives de justifier la pratique de la torture, car elles servent à couvrir la barbarie des impérialistes en Irak, en Afghanistan ou dans les nouvelles guerres qu'ils préparent pour conquérir des marchés ou pour s'emparer des richesses énergétiques des peuples.

DR

Sa vigilance révolutionnaire ne sera pas prise en défaut au lendemain de la disparition de l'Union soviétique. Il ne se laisse pas prendre dans les filets du reniement idéologique et politique et des mensonges des médias capitalistes sur les causes de la disparition de l'Union Soviétique.

Henri se rendra en Russie après la victoire de la contre-révolution. Il nous apporta les premières réponses à nos interrogations. Son ouvrage " Le grand bond en arrière " constitue une première contribution à l'analyse du désastre qui a bouleversé l'équilibre des forces dans le monde. Cette première contribution a été suivie de celle réalisée par sa défunte compagne Gilberte, dont nous gardons précieusement dans nos mémoires le souvenir, et de son fils Jean qui ont traduit pour nous de l'anglais au français l'ouvrage des deux auteurs américains, Roger Keeran et Thomas Kenny, " Le socialisme trahi, les causes de la chute de l'Union Soviètique ".

Son activité d'écrivain a reflété son souci de faire partager les connaissances acquises au cours de ses voyages au plus grand nombre de jeunes et de travailleurs pour les aider à élargir leur horizon et les amener à mesurer l'importance de la solidarité internationaliste entre les peuples. Cette solidarité internationaliste, expression concrète des idéaux des communistes, Henri la pratique dans son action chaque fois que des communistes, des anti-impérialistes ou des progressistes sont victimes de la répression.

En tant que membre fondateur du Comité Honecker, il sera aux côtés des dirigeants de la République démocratique allemande victimes de la répression revancharde. Il sera également solidaire du noir américain Mumia Abou Djamal, du Palestinien Barghouti, du Libanais Ibrahim Abdallah.

Durant ces deux dernières décennies il à accordé beaucoup d'importance à la défense et à la préservation d'un Parti communiste de classe armé de la théorie révolutionnaire du Marxisme-léninisme. Il a consacré beaucoup de son temps et de ses efforts à cette tâche décisive dans la lutte contre les capitalistes.

Camarade Henri, tu nous quittes, mais tu resteras toujours présent dans la mémoire des hommes libres qui veulent remettre le monde à l'endroit car il est encore malheureusement à l'envers. Ton optimisme et ton exemple guideront les générations futures. Ta combativité jusqu'à ton dernier souffle les inspirera.

N° 112

Le Lien des ouvriers et des paysans — Algérie

Prolétaires de tous les pays et peuples opprimés unissez-vous !

Organe du PADS (*Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme*). Septembre 2013. 1,6 euros

Pas d'alternative démocratique populaire et anti-impérialiste sans un grand parti révolutionnaire marxiste-léniniste

Quelle alternative, comment sortir de l'impasse actuelle, éradiquer le cancer de la corruption, stopper l'inflation et garantir une vie décente aux travailleu rs et à leurs enfants, casser les verrouillage de la vie politique ?

SUITE PAGE 2

ALGÉRIE
Le régime mène le pays droit vers l'abîme. Page 5
Chômage au Sud comme au Nord du pays. Page 7
Luttes ouvrières en Algérie. Page 8

SYRIE
Non à l'intervention militaire impérialiste. Pages 10 et 11

AMÉRIQUE LATINE
Venezuela : tentative d'assassinat de Maduro . Page 12
Bolivie : séquestration de l'avion d'Evo Moralés . Page 13

GRÈCE
Les Partis communistes et les événements d'Égypte . Pages de 14 à 18

HOMMAGE À
Alleg et Justrabo. Page 20

DR

Internet : http : www.ifrance.com pads Email : Michellien @ wanadoo.fr

Pas d'alternative démocratique... (suite de la page 1)

Comment empêcher les Etats impérialistes d'exploiter l'exacerbation des luttes internes en vue de semer la dévastation et la régression dans notre pays? Comment mettre en échec leurs tentatives de s'appuyer sur leurs alliés intérieurs et les mercenaires prêts à se mettre à leurs services comme ils l'ont fait en Libye et le font en Syrie? Telles sont les questions qui percent à travers l'exaspération et l'inquiétude de larges couches sociales, en premier lieu chez ceux qui ne vivent que du fruit de leur travail et dont le pouvoir d'achat diminue sans cesse en raison des pratiques spéculatives et du diktat des importateurs et des gros intermédiaires.

LES MASSES POPULAIRES INDIGNÉES PAR L'IMPUNITÉ DES GROS CORROMPUS

Les scandales qui ont éclaté ces derniers mois attisent une colère mêlée de sentiment d'impuissance face au mépris d'un régime au service des classes possédantes. Cet écoeurement a atteint son point culminant après la désignation ces jours-ci d'un personnage, notoirement impliqué dans des affaires de corruption qui relèvent du vrai banditisme d'Etat, à la tête du FLN, instrument électoral important du régime. Juste avant, les informations sur l'implication de l'ancien ministre de l'Energie dans une grande affaire de corruption n'avaient fait que confirmer le degré de pourrissement de la situation. Khelil, l'ancien ministre, n'est pas n'importe qui. Il a été fonctionnaire de la Banque Mondiale et a agi de toutes ses forces pour privatiser les hydrocarbures de l'Algérie. Cet homme jouissait des appuis solides du chef de l'Etat. Lui et une une petite bande de parasites, qui ne sont certainement que la partie visible de l'iceberg, ont perçu de gros pots de vin. C'est la première fois qu'une action en justice est engagée contre un ancien ministre.Si les fuites distillées dans la presse sur l'affaire Khelil traduisent réellement le sursaut salutaire et inattendu d'un courant décidé à engager un processus d'assainissement des appareils d'Etat, cela est de nature à redonner espoir aux citoyens indignés par l'impunité des éléments corrompus qui pillent les richesses du pays au vu et au su de tous. L'hypothèse que des éléments patriotiques aient pu reprendre l'initiative pour éliminer des responsables qui piétinent les intérêts nationaux n'est pas à écarter. Or, le doute plane. Il n'est pas exclu que cette grosse affaire n'ait été divulguée publiquement que parce qu'une bataille fait rage dans les hautes sphères pour le contrôle des robinets pétroliers, levier décisif pour donner la prééminence à tel ou tel groupe sans foi ni loi dans le partage du butin. Des luttes à couteaux tirés opposent différents groupes du pouvoir à la veille de la prochaine élection présidentielle. La maladie et l'impotence du chef de l'Etat ont intensifié les intrigues sans principes. Et ne se trompent pas beaucoup ceux qui pensent qu'il ne s'agit, dans cette affaire fracassante, que de neutraliser le groupe qui a eu depuis 10 ans la haute main sur l'argent de Sonatrach. L'objectif ne serait que de réduire ses possibilités de manoeuvre pour lui barrer la route de la Présidence en avril prochain. Le but de l'opération médiatisée serait de le remplacer par un autre dont les objectifs inavoués ne sont pas moins mafieux que chez ceux qui sont désignés à la vindicte publique. Des journaux informés par des cercles du pouvoir mettent en cause un frère du chef de l'Etat qui rêve de devenir président de la République grâce notamment aux soutiens que lui apportent les Emirats et Qatar.Les masses populaires ont raison de suivre avec un certain espoir mais aussi avec scepticisme le triste feuilleton. Elles ne s'attendent à aucun changement sérieux survenant de l'intérieur des détenteurs du pouvoir d'Etat. L'expérience leur a enseigné dans les luttes de tous les jours que le changement véritable ne consiste pas à remplacer un Hadj Moussa par un Moussa Hadj qui laisse intacts les rapports d'exploitation et de pillage et le système de verrouillage politique qui les maintient. Ce qu'elles attendent c'est une rupture avec la politique économique et sociale anti-populaire du régime, c'est que les éléments corrompus soient chassés de tous les postes de responsabilité, que des punitions exemplaires leur soient infligées, que les biens qu'ils ont accumulés par le vol soient confisqués et restitués à la nation.Les prochains mois révéleront probablement tous les dessous de la divulgation de cette affaire sans précédent.

LES LUTTES AU SEIN DES APPAREILS D'ÉTAT NE CHANGENT PAS LA NATURE SOCIALE FONDAMENTALE DU RÉGIME

Mais le fait nouveau est que les arbitrages traditionnellement effectués dans la tranquillité au sein des cercles fermés du régime à la veille d'échéances politique importantes semblent de moins en moins possibles. Car les différents clans bourgeois-mafieux en lutte les uns contre les autres disposent tous de réseaux d'influence à l'intérieur du pays, journaux, partis, police, armée, justice, administration. Ces réseaux se sont solidement tissés autour d'affaires lucratives montées à la faveur de la libération de l'économie et du passage déclaré au capitalisme*. Ils ont aussi des appuis importants à l'extérieur, en raison des liens qu'ils ont établis avec les Etats impérialistes et les monarchies du Golfe ces dernières décennies. Ils se neutralisent réciproquement. Les uns ne peuvent vaincre les autres en comptant uniquement sur leurs leviers d'action étatiques militaires et sécuritaires. Aussi les conflits internes ont-ils tendance à déborder des champs opaques et fermés, jusque-là maîtrisés de façon "consensuelle" par les fameux cercles de "décideurs".Ces conflits sont dans leur nature secondaires par rapport à la contradiction de classe qui oppose objectivement la grande masse du peuple, ouvriers, travailleurs salariés des services et de la fonction publique, fellah, cadres honnêtes, intellectuels dévoués aux intérêts des masses laborieuses, couches sociales intermédiaires vivant du fruit de leur travail, à une minorité bourgeoise et à l'impérialisme. Cependant si les citoyens sont pris à témoins par l'intermédiaire de la presse pour peser dans un sens ou dans l'autre cela peut déclencher une évolution politique positive qui ne peut être négligée. Elle pourrait conduire, indépendamment de la volonté, des objectifs conjoncturels des détenteurs du pouvoir, de leurs petites manœuvres tacticienne, à casser le verrouillage de la vie politique, à condition que les citoyens arrivent à agir pour exiger que toute la lumière soit faite non seulement sur l'affaire Khelil mais aussi sur toutes les autres affaires de vol et de pillage.En même temps, l'évolution des événements peut prendre une tournure dangereuse du fait de l'action permanente des puissances impérialistes qui sont à l'affût du moindre conflit interne et de la moindre occasion de nature à leur offrir une prise pour pousser le plus loin possible dans la voie de la trahison du pays les groupes disposés à s'entendre avec elles afin de faire fructifier leurs intérêts mesquins de classe. Le but final des puissances impérialistes est d'arriver à faire plier le peuple algérien, à obtenir la soumission totale de l'Algérie à leurs intérêts, à s'emparer de ses richesses, à l'exploiter à mort. Le danger est accentué par l'atmosphère de dépolitisation qui touche de larges catégories de la population indignées par l'arbitraire, les injustices sociales, mais peu conscientes de tous les enjeux et de tous les pièges dans lesquels elles peuvent tomber. Les journaux qui se sont alignés sur les positions des pays impérialistes, qui ont relayé quotidiennement leur propagande mensongère sur la question de la Libye et la relayent aujourd'hui sur la Syrie, oeuvrent consciemment à cette évolution négative, à affaiblir le niveau de conscience de ces catégories et le front interne indispensable pour mettre en échec les plans impérialistes de vassalisation de notre pays. Ils encouragent les menées des Etats impérialistes, rassurés de constater qu'ils peuvent compter sur une "5ème colonne" qui travaille à leur créer le terrain politique le plus favorable à de nouvelles offensives

d'asservissement des peuples.Le courant pro-impérialiste révélé au grand jour dans la presse par la participation de nombreux journalistes et éditorialistes algériens à la diabolisation des régimes libyen et syrien, indépendamment des critiques justifiées envers leur hégémonisme qui a fait le lit de la contre-révolution, exprime la formation de couches sociales complètement étrangères aux intérêts nationaux du peuple algérien. Ces catégories sociales, présentes notamment dans certaines couches moyennes nouvelles qui tirent leurs revenus d'activités paritaires jugent que leurs intérêts égoïstes étroits seront mieux assurés si elles jouent le rôle de commis zélés et d'alliées des multinationales, des Etats impérialistes.

COMPROMISSION DU RÉGIME AVEC LES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Si le chef du gouvernement en est arrivé à déclarer récemment à Jijel que l'Algérie "est sur un volcan", cette expression alarmiste reflète l'intensité de ces luttes inter-bourgeoises et des pressions impérialistes. Il a également affirmé sans trop de précisions que des pressions sont exercées sur l'Algérie pour qu'elle intervienne dans les affaires des pays voisins. Selon lui l'Algérie refuse de jouer ce rôle. Au nom de quel courant s'exprime-t-il? L'absence de débats démocratiques et transparents sur des questions importantes et stratégiques ne permet pas de connaître toutes les intentions de nos gouvernants. C'est pourquoi il faut partir des actions objectives. Ce sont les faits qui parlent et non les discours creux ou à multiples interprétations. Et parmi ces faits, l'autorisation accordée à l'aviation militaire française de traverser l'espace aérien algérien pour bombarder les intégristes au Mali, en janvier dernier. Cette autorisation a facilité l'installation militaire française dans ce pays voisin pour la première fois depuis son indépendance. Le peuple malien n'avait pas besoin des troupes de l'ancienne puissance coloniale pour se débarrasser par ses propres moyens des groupes obscurantistes, dont les agissements partout ne servent qu'à fournir des prétextes pour les interventions des puissances impérialistes quand leurs intérêts le veulent. De fait, un nouveau maillon a pu être posé dans la chaîne d'encerclement de l'Algérie à cause de la couardise de nos dirigeants et des pressions des couches sociales parasitaires et exploiteuses, dont ils traduisent les intérêts de classe. Ces couches sociales sont devenues anti-nationales. Elles veulent éviter d'affronter l'ancienne puissance coloniale avec laquelle ils ont aujourd'hui des intérêts communs totalement opposés à ceux des des travailleurs algériens mais aussi français.De même, le fait que les responsables du pays, le chef de l'Etat en premier lieu, n'aient pas critiqué la politique d'ingérence en Syrie de Hollande lors de la visite de ce dernier en Algérie est un acte qui traduit la compromission de la bourgeoisie algérienne et de ses représentants dans l'Etat avec l'impérialisme. Cela confirme que la bourgeoisie, en tant que classe, n'a plus aucun potentiel anti-impérialiste à mesure que son antagonisme avec la classe ouvrière s'aiguise, qu'elle renforce ses bases économiques, étend ses liens avec les pays impérialistes, à travers le placement de ses capitaux dans ces pays, la place subalterne qu'elle accepte d'occuper dans la division du travail imposée par le système capitaliste.

DR

Le silence du régime est l'expression de ces nouveaux rapports de classe. Il a pour résultats d'encourager les impérialistes français à intensifier leurs menées criminelles contre la Syrie. Le régime algérien entérine ainsi l'abandon des idéaux anti-impérialistes de l'Algérie.La question n'est pas de proclamer de façon abstraite, qui n'engage à rien, que l'Algérie ne veut pas "s'immiscer" dans les affaires des pays voisins mais de réaffirmer à la fois l'attachement au droit des peuples à décider souverainement du règlement de leurs conflits internes sans ingérences externes et le principe de la solidarité effective avec les peuples victimes des agressions impérialistes. Il faut rejeter les pressions des Etats impérialistes qui veulent transformer l'Algérie en gendarme de la région dont la mission est de protéger les affaires des multinationales dans leurs opérations de pillage des richesses des peuples de la région. Mais pour défendre les intérêts nationaux il faut savoir clamer fermement son opposition aux tentatives des Etats impérialistes d'installer des pantins à la tête des pays qui leur résistent. Pas de défense possible de l'indépendance du pays sans solidarité internationale !

PARTI D'AVANT-GARDE RÉVOLUTIONNAIRE OU "GRAND RASSEMBLEMENT DE GAUCHE" ?

Dans cette situation qui peut évoluer avec rapidité, le rôle des travailleurs et des couches populaires sera de plus en plus décisif. Mais la combativité des travailleurs et des masses populaires a besoin d'un grand parti communiste qui l'oriente, l'organise, l'unifie, la rend capable d'agir en profondeur sur le rapport des forces et de changer l'État en le transformant en organe de défense des intérêts des travailleurs, des couches sociales populaires. Lénine avait posé les fondements de la création d'un grand parti révolutionnaire par le rappel qu'il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire. Cette théorie c'est le marxisme enrichi par les apports de Lénine sur des questions essentielles. Le marxisme-léninisme est le produit intellectuel le plus élaboré des luttes du mouvement communiste international. C'est la théorie de l'impérialisme et du maillon faible, du développement inégal et de la possibilité de la victoire de la révolution socialiste dans un pays ou un groupe de pays, la nature de l'époque historique - le passage au socialisme - la dictature du prolétariat, qui signifie exercice démocratique du pouvoir par la classe ouvrière et répression des tentatives des classes exploiteuses de rétablir leur ordre par la violence contre-révolutionnaire, la dictature démocratique de la classe ouvrière et de la paysannerie, la nécessité d'un parti d'avant-garde construit sur les bases du centralisme démocratique, etc.Les questions posées et résolues par Lénine, approfondies par le mouvement communiste internationale avant le glissement vers le révisionnisme après 1956, sont toujours valables.Il n'y a pas d'alternative pour notre pays en dehors d'un effort théorique et pratique créateur dans cette cette voie.Les appels à la constitution d'un "grand rassemblement de gauche" fleurissent ça et là. Ils peuvent séduire les moins expérimentés et les moins formés sur le plan idéologique. Ils leur font croire que plus on est nombreux, moins on est exigeant sur le plan de la ligne politico-idéologique, plus la plate-forme d'action est "ouverte", c'est-à-dire expurgée de tout ce qui compromet la recherche du "plus petit commun dénominateur" et plus il •••

••• sera facile de susciter un grand mouvement.Ces approches ne sont pas nouvelles. Elles n'ont rien d'original. Les illusions sont toujours persistantes. Seules les appellations changent en fonction des contextes historiques et des tâches portées en avant par les luttes. On peut monter un "rassemblement de gauche" hétéroclite sur le plan des principes idéologiques et rédiger une pompeuse déclaration de foi. Mais il se cassera au premier conflit sérieux qui exige l'accord avec des critères d'analyse théorique rigoureux. On le voit de façon claire à travers les exemples libyen et syrien à l'occasion desquels des courants dit de gauche rééditent des raisonnements bâtis sur les "ni-ni" qui condamnent à l'impuissance face à l'impérialisme au moment crucial où il faut l'affronter sans hésitation et tenter de diriger un mouvement de résistance qui redonne confiance aux masses populaires dans leurs possibilités de mobilisation démocratique. On a vu comment certains groupes se sont facilement scindés sur la position à adopter quand au début de 2011 les forces de l'ultra-libéralisme inféodées directement à l'impérialisme avaient tenté d'entraîner les citoyens dans des manifestations autour d'objectifs confus.Les communistes algériens poursuivront leurs efforts pour construire le parti révolutionnaire dans la direction qu'ils ont adoptée depuis des années. Ils ne se refusent à aucune action commune avec toute tendance ou tout courant disposés à agir avec eux sur des questions concrètes dans les luttes de tous les jours pour arracher des améliorations socio-économiques et le maximum de libertés démocratiques au profit de la classe ouvrière, des couches populaires. Ils manifestent tous les jours leur disponibilité à agir de concert avec les éléments anti-impérialistes pour contrer les plans et opérations des Etats impérialistes en Algérie et dans le monde. A travers ces actions indépendantes ou concertées, ils ne perdent jamais de vue leur objectif historique fondamental: la préparation des classes exploitées à prendre le pouvoir pour instaurer le socialisme, sans attendre la réalisation des tâches d'on ne sait quelle "étape historique préalable" ou d'un soi-disant"épuisement" non moins préalable des"possibilités du capitalisme" à développer les forces productives. Ils ne cachent pas leurs buts ni ne se livrent à des tours de passe-passe politiques pour éviter de "heurter" les couches les moins conscientes ou perdre la possibilité de les faire adhérer à ce"grand rassemblement". A quoi servirait un tel rassemblement s'il doit taire ou mettre de côté l'objectif du socialisme? Les communistes n'accepteront pas de se diluer dans un ensemble soi-disant "vaste" sans objectifs révolutionnaires clairement affirmés et sans une organisation de fer décidée à conduire les travailleurs et le peuple à la concrétisation de leurs aspirations sociales et politiques profondes. La question n'est pas de croire ou non à la bonne volonté, à la sincérité ou à l'honnêteté des initiateurs de ce genre de projets de "rassemblement". Ce n'est pas avec de simples idées louables que l'on change radicalement la société.Toute l'expérience du mouvement communiste algérien dans ses relations avec d'autres courants dans divers contextes, Front de libération nationale pour l'indépendance, FLN de la Charte d'Alger de 1964 ou de la Charte nationale de 1976, a indiqué que ces "vastes" regroupements, tendaient ou conduisaient à faire disparaître leur parti communiste, à affaiblir grandement en conséquence les capacités de mobilisation des travailleurs.De fait, les essais entrepris en vue de ce"rassemblement large" tendent objectivement à tenter de réussir ce qu'aucun parti bourgeois ou petit-bourgeois, aucun pouvoir n'a réussi à obtenir depuis des décennies: la disparition, ou l'étouffement dans l'oeuf, d'un parti marxiste-léniniste de la classe ouvrière en Algérie, indépendant des idéologies bourgeoises ou petites-bourgeoises. C'est en construisant un parti communiste sur la base de tels principes qu'un mouvement populaire vaste peut mener à de véritables changements de société.

Car il ne faut pas dissocier une corruption de cette ampleur de l'extension des rapports capitalistes. Le capitalisme porte en lui la corruption. Elle l'accompagne à tous ces stades quoi qu'en disent les propagandistes du capitalisme qui veulent faire croire qu'un capitalisme "propre et honnête" est possible. Dans leurs luttes féroces pour accaparer des marchés, les multinationales cherchent et réussissent souvent à corrompre les dirigeants et les cadres. Ces propagandistes ne veulent pas voir que la bourgeoisie des grands pays capitalistes ne peut pas avoir une armée de politiciens et de hauts fonctionnaire à son service sans leur reverser de grosses miettes de la plus-value extorquée à la classe ouvrière. La lutte pour dénoncer la corruption, les corrompus et leurs corrupteurs, est une lutte indispensable. Mais le phénomène de la corruption surgie depuis l'apparition de la propriété privée des moyens de production et qui s'est développé à grande échelle avec l'impérialisme, ne disparaîtra à jamais que lorsque les rapports d'exploitation auront été extirpés. A ce moment là le travail de rééducation éthique effectuée par une société organisée sur de nouvelles bases commencera à donner ses fruits.

DR

HAUSSE ACCÉLÉRÉE DES IMPORTATIONS ET DES TRANSFERTS DE DEVISES

Le régime mène le pays droit vers un nouvel abîme

Les équilibres des échanges commerciaux extérieurs de l'Algérie sont menacés. Les importations de biens matériels augmentent de façon accélérée. Il ne faut pas exclure que leur volume dépasse un jour très proche celui des exportations malgré un prix du baril de pétrole élevé, plus de 100 dollars. Que dire s'il venait à plonger en-dessous de ce seuil ?

Le volume des importations devrait atteindre pour toute l'année le chiffre vertigineux de 60 milliards de dollars contre 46,8 en 2012, soit 13 milliards de plus. Mais les recettes d'exportation devraient rester stables, aux alentours de 72 milliards de dollars. Aux 60 milliards, représentant la valeur des biens importés, il faut ajouter les services payés, les profits rapatriés par les sociétés étrangères et de multiples sorties de devises comme l'allocation touristique. C'est un montant total que les autorités entourent de flou. Le risque est que dès cette année les recettes d'exportation ne suffiront pas à couvrir toutes les sorties en devises. Pour les cinq premiers mois seulement de l'année en cours, l'Algérie a déjà enregistré des sorties de devises d'un montant global de 30,5 milliards de dollars. A ce rythme leur montant annuel pourrait grimper à 72 milliards de dollars, réduisant à une valeur symbolique les excédents des échanges extérieurs. Il faudra alors se mettre à puiser dans les réserves de change pour combler le déficit. Les importations n'ont cessé d'augmenter depuis 10 ans parallèlement à celle des exportations d'hydrocarbures qui représentent plus de 98% de l'ensemble des recettes d'exportations du pays. En 2001 les importations de biens représentaient 10 milliards de dollars. Elles ont été multipliées par presque 5 en 2012. La valeur des exportations était de 18 environ à la même date. Les exportations, qui n'ont été multipliées que par 4 durant la même période, se sont donc accrues à un rythme plus faible. Les importations ont explosé sans compter l'impact sur la balance des paiements des autres transferts de devises déjà évoqués.

Les autorités commencent à prendre peur et ne savent pas par quel bout prendre les choses pour stopper la course folle vers l'abîme. Des réunions se tiennent à de hauts niveaux mais de l'aveu de certains responsables aucune solution n'est en vue. L'ancien chef du gouvernement Ouyahia avait pressenti les dangers et tenté de juguler cette fuite en avant pour prévenir une catastrophe nouvelle en introduisant en septembre 2009 la formule du crédit documentaire. Cette formule oblige les importateurs à déposer dans les banques l'argent nécessaire au paiement des biens à importer avant d'effectuer toute opération d'importation. Mais elle n'a pas enrayé le processus et ne le pouvait pas parce que la solution administrative mise en application ne s'attaquait pas aux causes du phénomène. Notre parti avait critiqué cette illusion et prévenu qu'elle ne réglerait rien. Les causes de la hausse ininterrompue des importations sont le reflet des choix de classe.

L'HÉMORRAGIE DES DEVISES EST LIÉE À SA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Refus de relancer l'industrialisation et le développement intégré par la réhabilitation du secteur public de manière à substituer la production nationale aux importations. Les capitalistes dont on vante le dynamisme ne se lancent que dans des activités de montage et de conditionnement qui se traduisent par des importations de composants et leur procurent des profits faciles;
- Des dépenses publiques énormes d'infrastructures - comme les autoroutes et ouvrages destinés en fait à faciliter le transport des biens importés - qui ne s'inscrivent pas dans une stratégie de développement véritable et ne tiennent donc compte d'aucune priorité. Ces dépenses alimentent une corruption à grande échelle, source d'enrichissement d'une multitude de trafiquants dont la seule préoccupation est de placer leur argent à l'étranger ou de le dépenser dans la construction de grosses demeures qui poussent à l'importation de matériaux de construction, ciment, faïence, "rond à béton", de meubles et d'appareils électro-ménagers luxueux, etc.
- Diminution des impôts sur les bénéfices des sociétés et de toutes sortes de charges fiscales sous prétexte d'encourager l'investissement. Ce qui s'est avéré une tromperie pure et simple. En réalité, les gains enregistrés grâce à ces avantages ne sont pas investis mais gaspillés dans l'importation de biens de luxe ou le change illégal.
- Aggravation de l'hémorragie de devises au titre du rapatriement des profits par suite de l'autorisation accordée à des sociétés étrangères de s'installer dans de nombreuses activités qui auraient pu être confiées au secteur public, comme la téléphonie mobile, les cimenteries, la sidérurgie, etc., activités privatisées et bradées.

La baisse des taxes douanières n'a pas servi à réduire les prix des marchandises. Elle a contribué à gonfler les profits et les revenus des plus riches, incités à dépenser plus pour l'acquisition de biens importés. Cette baisse a été décidée en application de l'accord d'association signé avec l'Union européenne. Les couches sociales dirigeantes ont cherché à gagner les faveurs politiques de la bourgeoisie européenne en sacrifiant les intérêts de l'Algérie.

Ajoutons que les profits des sociétés privés ont explosé car les travailleurs dans une très grande proportion ne sont pas déclarés à la sécurité sociale, qu'une partie des activités du privé échappe à la fiscalité, que les biens importés sont surfacturés, c'est-à-dire qu'une marchandise coûtant 10 euros est déclarée achetée à 20 ou même 30 euros, la différence étant partagée entre l'importateur et le fournisseur, etc. Les importations sont maintenant le monopole de groupes privés incontrôlables, tous liés à des personnages haut placés. Ils s'entendent pour maintenir les prix à des niveaux élevés. En un mot les les revenus de tout un ensemble de classes et de couches sociales exploiteuses et parasitaires ont grossi démesurément.

C'est la conséquence de la politique de libéralisation de l'économie et de la nature sociale de l'Etat devenu depuis des décennies l'instrument de la bourgeoisie dans toutes ses composantes. L'explosion des importations en est le reflet mécanique. C'est pourquoi il est illusoire de penser qu'un régime qui ne sert que ces catégories sociales est capable de donner un coup d'arrêt à la hausse des importations. A supposer qu'une de ses fractions tente de les freiner, elle déchaînerait contre elle une vague de mécontentement non seulement auprès des classes parasitaires internes mais aussi auprès des capitalistes étrangers qui font de bonnes affaires avec l'Algérie, transformée en comptoir commercial. C'est ce qui est arrivé avec Ouyahia décrié par tous et vilipendé par la presse bourgeoise et petite-bourgeoise pour avoir bien timidement tenté d'inverser le processus. Il visait pourtant à préserver les intérêts à long terme de la bourgeoisie qui ne voit pas plus loin que le bout de son nez. Ce processus va conduire inévitablement à une nouvelle et grave impasse financière. Comme durant les années 1990 après la signature de l'accord avec le FMI, les seuls qui en paieront les frais ce seront les travailleurs et les masses populaires. La bourgeoisie, ses politiciens, ses commis dans l'Etat, les cercles mafieux s'en sortiront plus enrichis qu'avant. Pour casser ce processus les travailleurs et les masses populaires doivent s'organiser et se mobiliser en vue d'imposer un changement radical de régime. Ce changement est un changement de classe et non un changement de personnes seulement.

Au sud comme au nord du pays, le chômage est le fruit des mêmes causes : l'orientation capitaliste

DR

De nombreuses manifestations ont été organisées ces derniers mois par les jeunes des régions sahariennes pour réclamer des emplois et dénoncer les recrutements effectués souvent de façon discriminatoire. Dans les villes de Ouargla, Laghouat, Biskra, El Ouad, In Amenas des organisations de chômeurs non reconnues par le pouvoir ont réussi à rassembler des milliers de jeunes. L'impact médiatique de ces manifestations a été tel que le chef du gouvernement été contraint de répondre à leurs revendications par des mesures d'urgence comme le recrutement dans la police ou l'octroi de nouveaux avantages fiscaux pour ceux qui créent des entreprises. Ces mesures n'auront évidemment que très peu d'impact sur la résorption du chômage. C'est de la poudre aux yeux pour tenter de calmer les esprits. Le gouvernement continue, à l'aide des faux rapports du ministre du Travail et des critères non-scientifiques retenus depuis une dizaine d'années par l'Office National des Statistiques à masquer l'étendue effarante du chômage. Officiellement, le taux de chômage est estimé à 10% alors qu'en réalité il est supérieur à 25%. Il est encore plus élevé dans les régions sahariennes où, en dehors des zones pétrolières, aucune activité économique n'existe pour fournir des emplois aux jeunes diplômés qui se comptent maintenant par milliers.

LES POLITIQUES DE LIBÉRALISATION ONT CASSÉ LES PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT ININTERROMPU

Après l'indépendance et jusqu'au début des années 1980, de nombreuses régions du Sahara, encore plus délaissées durant le colonialisme que les régions du nord de l'Algérie, ont connu un processus rapide de sédentarisation des populations nomades. De nombreuses villes ont poussé. De simples lieux de rencontre des nomade se sont transformés en villages ou petites villes. Ce processus a été favorisé par la politique de scolarisation des jeunes, de construction de routes, d'aérodromes et d'infrastructures énergétiques, ainsi que de centres hospitalo-sanitaires. Malgré de nombreuses insuffisances, ce processus positif qui devait être renforcé par des projets industriels a été brutalement freiné au début des années 1980 lorsque des couches sociales embourgeoisées et sourdes aux aspirations sociales des masses laborieuses et des plus démunies se sont emparées des appareils d'Etat. Ces couches sociales ont porté à la tête du pouvoir leur représentant politique Chadli Bendjedid. On sait que la politique d'industrialisation a alors subi un coup d'arrêt et que l'argent procuré par la hausse du prix du pétrole a servi à satisfaire les besoins en biens de luxes des couches sociales enrichies, ce qui a amplifié de façon dangereuse l'endettement du pays qui aurait pu être évité et qui a ensuite plongé le pays dans une grave régression économique. La politique d'équilibre régional et la planification du développement ont été abandonnées. Les "réformes économiques", en réalité le passage officiel à la privatisation, le contrôle des richesses par une minorité de privilégiés, ont accéléré la course vers l'abîme. La politique d'équilibre régionale initiée dans les années 1970 par les courants patriotiques-révolutionnaires visait notamment à renforcer les bases économiques de l'intégrité et de l'unité territoriale du pays, à désenclaver les régions isolées, à faire sentir à tous les citoyens de condition modeste qu'ils sont membres d'une même entité nationale. La constitution d'un vaste secteur public industriel et commercial avait pour objectif de diffuser le progrès et le développement face à un secteur privé capitaliste incapable de relever de tels défis, préoccupé uniquement de faire des profits là où les conditions sont les plus favorables, c'est-à-dire essentiellement dans les grandes concentrations urbaines. Les régions sahariennes avaient commencé à recevoir leur part des fruits du développement. Des projets structurants tels que les lignes ferroviaires reliant, en plein Sahara, Touggourt à l'est et Gara Djebilet à l'Ouest, devaient être lancés. Le régime de Chadli et tous les dirigeants qui lui ont succédé ont complètement tourné le dos à cet impératif de justice sociale et de sécurité nationale.

L'application des plans de libéralisation, de privatisation de l'économie et de fermeture de milliers d'entreprises, à partir de 1994, a foudroyé les entreprises publiques locales qui faisaient vivre de nombreux citoyens dans les régions rurales ou isolées.

En l'absence d'investissements industriels étatiques, seul le secteur des hydrocarbures a continué à créer des emplois. Ce qui a constitué une aubaine pour les responsables du secteur désirant placer leurs proches à la recherche d'emplois. Ce rôle peu reluisant a échu à la compagnie nationale Sonatrach convertie en centre d'embauche sur recommandation des chômeurs venus du nord. La tendance à favoriser des gens venus du nord au lieu de recruter les jeunes de la région est une pratique provoquée par la politique ultra-libérale de destruction des emplois du secteur public. Elle a conduit à des pratiques discriminatoires que les jeunes natifs des régions sahariennes ne pouvaient plus supporter. De plus, avec la cession à des sous-traitants nationaux ou étrangers des activités de maintenance, de cathering, ou des secteurs d'appui à l'exploitation des hydrocarbures, en application des directives de l'ancien ministre Khelil, aujourd'hui poursuivi pour des affaires de corruption, Sonatrach a fermé de nombreux centres qui formaient une main d'oeuvre qualifiée nationale. Cette politique de sous-traitance a cassé les capacités nationales de réalisation et conduit à réduire les possibilités de recrutement de jeunes des régions sahariennes.

Les actions tendant à opposer les chômeurs du sud à ceux venus du nord sont dangereuses. Chômeurs du sud ou nord sont tous les victimes des mêmes classes exploiteuses et parasitaires qui dirigent le pays, de leur politique capitaliste et de leur soumission aux volontés des multinationales.

LA POLITIQUE QUE LE RÉGIME DE BOUTEFLIKA A SUIVIE DEPUIS 1999 N'A PAS ROMPU AVEC LES ORIENTATIONS DE CLASSE ANTIPOPULAIRES ET ANTINATIONALES

Elles les a accentuées au contraire à travers les plans "de soutien à la croissance" qui ont engendré dans des proportions inimaginables la croissance la fortune des classes parasitaires. Ce régime n'a aucune excuse. Les recettes pétrolières se sont accrues de façon considérable à partir de 2001, passant de 10 environ à plus de 80 milliards de dollars ces dernières années. L'Algérie dispose d'une épargne de plus de 200 milliards de dollars malgré la gabegie et la surfacturation faramineuse des produits importés pratiquée par une poignée de très gros importateurs liés aux gens du régime et qui dictent en fait leur loi au pays.

Mais cette capacité financière sans précédent de l'Etat algérien n'a pas servi à relancer le développement industriel. Ce sont au contraire les importations de biens de luxe qui ont explosé au profit des couches sociales parasitaires et exploiteuses, aux dépens des exigences du développement et du sort des populations laborieuses. Ce sont également des entreprises de services étrangères, comme celles qui régentent la téléphonie mobile, Djezzy ou Nedjma, qui ont proliféré avec la complicité des hommes du pouvoir, occasionnant des sorties astronomiques de profits en devises, alors que l'Etat aurait pu confier la promotion de ce secteur à Algerie Télécom et à sa filiale Mobilis, ce qui aurait permis au pays de faire de grosses économies en devises qui auraient été utilisées pour la promotion d'activités productives nationales.

Personne ne doit donc s'étonner que si ces ressources ne servent pas à impulser la relance industrielle véritable, les régions isolées n'ont en conséquence aucune chance de s'en sortir par leurs seuls moyens. Les capitalistes vont là où ils peuvent gagner facilement de l'argent et en un minimum de temps. Miser sur l'aptitude des "investisseurs", autre terme servant à éviter de dire capitalistes ou exploiteurs, à créer un processus de développement, est de la tromperie pure.

L'ÉTAT DOIT RELANCER UN VÉRITABLE DÉVELOPPEMENT PLANIFIÉ ET RECONSTRUIRE LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Seules les entreprises publiques peuvent inscrire leur action dans le long terme en dehors de la course capitaliste pour la rentabilité immédiate. Seule une politique nationale d'Etat peut promouvoir des plans de développement locaux coordonnés avec une politique industrielle intégrée. L'Etat peut créer des entreprises industrielles dans des localités isolées ayant pour débouché le marché national. Ces entreprises sortiront ces localités de leur isolement et redonneront espoir à la jeunesse. Elles couperont l'herbe sous les pieds des manipulateurs dont il ne faut pas sous-estimer la gravité et l'étendue du travail au sein de la jeunesse par de nombreuses organisations internationales créées par le MEPI ou l'Union européenne. Les prêts CNAC ou ANSEJ n'apportent pas de solution fondamentale au problème du chômage qui est un problème lié essentiellement à l'absence d'une politique non-capitaliste de développement. Ces types d' "aide" de l'Etat n'ont fait prospérer que le secteur des services ou des transport. Ils sont vite dilapidés dans l'achat de biens superflus ou de prestige superficiel comme les fameuses 4X4. La plupart des jeunes qui se sont laissés tenter par ces mirages se sont retrouvés avec de grosses dettes qu'ils ne peuvent rembourser. Tels qu'ils sont conçus, pour éteindre dans l'improvisation la plus totale les foyers de mécontentement, et encore ne s'adressent-ils qu'à une petite partie de la jeunesse, ils ne participent à aucun processus de développement continu ni national, ni local. Les crédits Ansej n'offrent aucun avenir certain à la grande masse de leurs bénéficiaires ni ne peuvent contribuer à une dynamique économique nationale. Les seuls qui peuvent en profiter sont les enfants des couches aisées qui disposent dès le départ de moyens matériels et financiers

Il ne faut pas attendre de ces classes la défense des intérêts du pays. Leur calcul à court terme est d'amasser des profits par l'exploitation des travailleurs, le vol et la dilapidation des ressources pétrolières. Elles font passer leurs intérêts avant ceux du pays. Et elles pensent que la meilleure manière de se maintenir au pouvoir pour continuer à profiter des richesses du pays est de faire les yeux doux à Hollande, Camerone et Obama, par l'attribution de gros marchés à leurs multinationales au détriment du développement national, et en s'abstenant de dénoncer leurs manœuvres de déstabilisation dans les pays voisins ou en Syrie. C'est un mensonge que de faire croire qu'il est possible en même temps de satisfaire les aspirations sociales des masses - au nord et au sud du pays - et d'assouvir la soif inextinguible de profits de la bourgeoisie impérialiste. Ce sont deux orientations totalement opposées et inconciliables.

La solution pour la jeunesse abandonnée à son misérable sort ne peut venir que d'un mouvement populaire organisé capable de changer radicalement la situation et de construire un Etat qui traduise les intérêts des travailleurs et des classes laborieuses. Il faut surtout dans l'immédiat déjouer les calculs mesquins et dangereux de tous ceux qui soufflent sur les braises des divisions tribales héritées du passé mais non éteintes à cause de la politique de paupérisation des masses par les classes affairistes et exploiteuses. La jeunesse populaire a un rôle important à jouer dans les luttes pour des changements politiques et sociaux radicaux.

LUTTES OUVRIÈRES EN ALGÉRIE

Les luttes ouvrières en Algérie se poursuivent dans de nombreuses entreprises publiques et privées, dans les institutions publiques. En général les grèves qui sont déclenchées par les travailleurs ont pour objectifs une augmentation salariale, l'application des lois sociales en vigueur, de meilleures conditions de travail et le respect des libertés syndicales. Ces luttes se déroulent en dehors de la direction de l'UGTA, qui est au service du pouvoir bourgeois en place, et dont le seul souci depuis des années est par dessus tout d'empêcher le déclenchement des luttes revendicatives justifiées sous le prétexte fallacieux qu'il " faut faire confiance à la sagesse du pouvoir et du patronat bourgeois ". Nous donnons ci-dessous la liste et les motivations de certaines luttes ouvrières qui se sont déroulées dans le pays depuis le mois de mai 2013.

Sit-in des travailleurs à l'entreprise de carrosserie de Bouchekif (Tiaret) Pour le retour de leur entreprise privatisée dans le secteur public

Le 9 mai 2013, le quotidien Liberté relate le sit-in des travailleurs de l'entreprise de carrosserie BTK (Behm-Titan international- Kaiser) de Bouhekif (Tiaret) qui "dénoncent le désastre vécu par leur usine depuis sa privatisation en avril 2006. Au cours de leur sit-in de protestation les travailleurs scandaient les mots d'ordre : "Non au bradage de l'industrie algérienne", "Que soit bannie l'étiquette Algérie française" et "Où sont nos décideurs ?"

Cette unité de production qui était la propriété de la SNVI (Société nationale des véhicules industriels) a fait l'objet d'un accord de partenariat avec BTK France en avril 2006. Le partenaire avait pris des engagements qui n'ont pas été du tout tenus. Il s'était engagé à investir 10 millions d'euros, de créer 250 emplois nouveaux, de développer les parts de marché de SNVI Tiaret dans le domaine de l'équipement tracté, mettre aux normes européennes les produits fabriqués etc. Hélas rien de tout cela n' a été appliqué. Le contraire s'est produit. Non seulement la production annuelle qui devait être portée de 1 500 à 2 500 véhicules en trois ans n'a pas été atteinte, mais encore le nombre d'emplois qui devait passer de 600 personnes à 1 000 a régressé. L'usine emploie actuellement 250 travailleurs. D'année en année la production a chuté et est passé de 1000 véhicules en 2009 à 300 en 2012.

Les travailleurs de l'unité carrosserie de Bouchekif tout en dénonçant la gestion du partenaire privé BTK s'interrogent sur le silence des responsables de la SNVI, partenaire à 40%, face à cette dégradation de la situation de l' l'usine. C'est pourquoi ils ont réclamé la dénonciation de l'accord de partenariat avec BTK et le retour de leur usine dans le secteur public. Les dirigeants actuels au pouvoir qui parlent aujourd'hui d'industrialisation du pays après la politique de casse du secteur public engagé depuis les années 1980 mettront-ils leurs paroles en concordance avec leurs actes ou veulent-ils par leurs propos endormir la classe ouvrière pour étouffer ses luttes justifiées qu'elle doit poursuivre pour obtenir satisfaction.

A OUED AÏSSI : les travailleurs de l'ENIEM ont bloqué la production le 6 juin 2013

Le 6 juin 2013, les travailleurs de l'unité de production de l'Entreprise Nationale des industries de l'électroménager (ENIEM)à Oued Aïssi, à une dizaine de kilomètres à l'est de Tiizi-Ouzou ont bloqué la production en entamant une grève qui a duré plusieurs jours. Le mouvement de grève a été lancé au moment où la direction de la section syndicale de l'UGTA s'apprêtait à procéder à la remise des nouvelles cartes syndicales. Contestant la représentativité des dirigeants de cette section syndicale, les travailleurs en se mettant en grève exigeaient leur départ et l'élection d'une nouvelle direction. L'absence de démocratie syndicale au sein de l'UGTA qui est cautionnée souvent par les dirigeants de certaines entreprises publiques et également par la centrale pour étouffer les luttes ouvrières est à l'origine du mécontentement des travailleurs de cette unité de production qui avait déclenché pour les mêmes raisons en février 2013 une grève. Elle avait duré duré 25 jours.

Les travailleurs des imprimeries publiques réclament l'application de la nouvelle grille salariale

Dans un communiqué publié dans le journal El Watan du 17 juin 2013, les travailleurs des imprimeries publiques des Sociétés publiques d'impression d'Alger, de l'Ouest et de l'est (SIA,SIO,SIE) interpellent le ministre de la communication et exigent son intervention afin de mettre un terme au "pourrissement" de la situation dans leurs entreprises et contraindre leurs directions à appliquer la grille salariale en vigueur et " la convention interne notifiée par l'inspection du travail".

Le syndicat de la Formation professionnelle menace de boycotter la rentrée de Septembre 2013

A la mi-juin 2013, le syndicat des travailleurs de la formation professionnelle (SNTFP) avait gelé sa grève en promettant de la reprendre à la rentrée de septembre. Dans sa dernière réunion extraordinaire du samedi 15 juin il avait évoqué " la situation sensible que vit actuellement le pays mais aussi la volonté de préserver les intérêts des travailleurs". Le bureau de la SNTFP avait donné à cette occasion des instructions aux bureaux de Wilaya pour préparer le boycott de la session du secteur de la formation professionnelle prévue pour le mois de septembre. Il demandait aux travailleurs de se mobiliser pour participer en force au mouvement de protestation prévu pour la rentrée. Le syndicat qui rejette le taux de 10% du régime indemnitaire avec effet rétroactif depuis 2012 fixé par l'administration réclame un taux de 25% avec un effet rétroactif à partir de 2008. Le syndicat réclame également la modification du statut particulier des corps communs et ouvriers professionnels avec leur intégration dans le secteur et l'abrogation de l'arrêté ministériel interdisant aux enseignants l'accès au poste de directeur de centre de formation. Enfin le syndicat demande à la tutelle de satisfaire la nouvelle plate-forme de revendications qui lui a été présentée le 15 avril dernier.

200 travailleurs de l'ENAD bloquent le chemin de Wilaya (CW) 127 à Sour El Ghozlane

Pour protester contre le retard accumulé du paiement de leurs salaires, 200 travailleurs de l'unité de production de l'Entreprise Nationale des Détergents (ENAD) de de Sour El Ghozlane, au sud de Bouira, ont bloqué dimanche 7 juillet, le Chemin de la Wilaya 127. Des pneus enflammés, des troncs d'arbres et des pierres ont constitué un véritable barrage qui a empêché la circulation des camions transportant le ciment de l'usine proche des lieux. Les travailleurs de l'ENAD qui ont dénoncé le non respect des engagements pris par le DG de l'entreprise exigent le versement de leurs salaires, la revalorisation des primes de zone et la régularisation de la situation des travailleurs contractuels dans le cadre d'un plan social.

Les dockers du Port d'Alger exigent de la direction émiratie DP World à tenir ses promesses

Le 16 avril 2012, un accord avait été signé entre la direction émiratie DP World, qui gère l'établissement portuaire d'Alger depuis 2009, et les ouvriers dockers. Cet accord fixait le salaire minimum des travailleurs du port. Une réunion entre la direction de DP World avec les représentants des dockers a eu lieu le 18 juillet 2013. Mais la direction remet en cause l'accord du 16 avril en décrétant l'appliquer à partir de 2014. Le prétexte invoqué par la direction est la décision des actionnaires de DP World de relever le salaire minimum en 2014. Quand on sait que cette société a obtenu des autorités algériennes le droit de gestion des opérations de manutention dans le port pendant trente années, on peut dores et déjà envisager les luttes que devront engager les dockers pour imposer leurs droits. Ils le comprennent fort bien. En effet, ils ont menacé de recourir à la grève si satisfaction ne leur était pas donnée à la fois pour appliquer l'accord du 16 avril 2012 et aussi pour améliorer les conditions de travail. Plus de 100 000 containers transitent annuellement, selon le journal *El Watan* , par cette enceinte portuaire, alors que le nombre de travailleurs est limité à 760 travailleurs. Ainsi le pouvoir algérien a accepté de privatiser une activité au profit d'une société d'un pays qui est au service des intérêts bourgeois et impérialistes au détriment des intérêts des travailleurs algériens. Leur seule patrie c'est l'argent ramassé sur le dos des couches laborieuses qui peinent pour gagner leur pain quotidien. Quelles sont les bénéfices empochées par cette société émiratie depuis son installation au port d'Alger en 2009? Il serait utile de le savoir comme il serait utile d'apprendre qui dans notre pays a profité de cet abandon de notre souveraineté économique dans un secteur stratégique. Cette privatisation n'avait-elle pas également pour objectif de casser la combativité des dockers avec le départ à la retraite des anciens de cette corporation? N'avait-elle pas pour objectif de mettre en application la flexibilité capitaliste du travail etc.. ? Mais tous ces calculs rencontreront la résistance de nouveaux dockers qui apprennent la dure leçon du système d'exploitation capitaliste. Comme leurs aînés ils s'organiseront et lutteront toujours plus fermement aux côtés des autres travailleurs pour obtenir leurs droits.

La politique économique suivie par le régime depuis trente ans est la cause des affrontements tribaux sanglants de Bordj Badji Mokhtar

Dans cette petite ville saharienne, située à 20 km de la frontière algéro-malienne, des centaines de jeunes se sont affrontés, à la mi-août, à coup de couteaux, de pierres, de sabres, de bâtons et de barres de fer. Les affrontements ont opposé durant plusieurs jours des gens étiquetés comme Targuis ou Arabes. Ils se sont soldés par un bilan tragique : une dizaine de morts, des dizaines de blessés et de nombreuses arrestations. De nombreux locaux commerciaux et de maisons ont été saccagés, vandalisés ou incendiés. Un climat de haine, de peur et de méfiance déchire subitement la population. Les risques de divisions insurmontables sur des bases "ethniques" sont sérieux. Une grande partie de la population a tenté de s'interposer entre les groupes en conflit. Sans cela les conséquences auraient été certainement plus lourdes. Mais elle n'a pas pu empêcher la violence inouïes de groupes visiblement organisés et appuyés par des individus accourus à bord de véhicules 4X4. Les incidents ont été déclenchés par la mort d'un jeune dans des circonstances difficiles à déterminer mais ressenties comme une action vindicative d'origine raciste. Il ne fait cependant pas de doute que les causes profondes de cette déflagration sont à rechercher dans les conséquences incalculables de l'abandon, depuis plus de 30 ans, de toute politique de développement économique, de l'aggravation des inégalités sociales, du pillage des richesses du pays par une bourgeoisie aux appétits insatiables et des intrigues subversives de l'impérialisme français notamment qui s'est créé un réseau d'agents actifs dans les mouvements azawed séparatistes du Mali.

Une situation explosive que n'importe quel apprenti-sorcier peut exploiter

C'est le produit de la misère, du chômage, du désespoir de la majorité des jeunes . Cela est d'autant plus vrai que ceux qui se sont enrichis par des moyens illicites, corruption, vol des biens de la Nation, et qui occupent des positions dominantes, ont intérêt à attiser les conflits tribaux pour diviser les masses marginalisées, perpétuer leurs privilèges et leur mainmise sur les appareils d'État. Bordj Badji Mokhtar, comme de très nombreux villes ou villages et les zones rurales du nord ou du Sahara, n'échappe pas aux conséquences de la politique économique et sociale imposée par une minorité assoiffée de richesses, par une bourgeoisie qui ne peut sacrifier ses intérêts égoïstes de classe et réfléchir en partant des intérêts de tous.

De nombreux jeunes formés et notamment des universitaires ne trouvent pas de travail parce que ceux qui ont le pouvoir de décision refusent de créer des entreprises publiques. Depuis plus de 20 ans, depuis que les "réformes" ont été introduites avec l'appui du FMI, le régime ne cesse de clamer que l'Etat ne doit plus s'engager dans les secteurs de la production. Il continue avec obstination à faire croire que le développement va venir des forces du marché. Il gave à coup de milliards de dinars les "opérateurs", terme utilisé pour ne pas dire capitalistes. Mais aucun résultat sérieux n'a encore été décelé dans la croissance de la production des biens matériels, ni dans la création d'emplois durables et dignes. Seuls sont visibles les signes de la richesse insultante d'une minorité de nouveaux bourgeois et la hausse vertigineuse des importations.

A Bordj Badji Mokhtar, comme dans d'innombrables localités du pays, de nombreux habitants tentent de vivoter grâce à la contre-bande de marchandises subventionnées avec les populations des pays voisins. Les trafiquants de drogue prolifèrent.

LA GRAVITÉ DES ÉVÉNEMENTS QUI ONT ENSANGLANTÉ LA PETITE VILLE DE BORDJ BADJI MOKHTAR EST PRÉOCCUPANTE

Abandonnée à son sort, cette petite ville frontalière a été livrée à l'influence des événements et des manipulations extérieures. Les mouvements qui se disputent le contrôle du nord du Mali tentent d'entraîner la jeunesse des régions sahariennes de l'Algérie dans les plans de déstabilisation échafaudés par l'impérialisme français. Celui-ci n'a jamais perdu l'espoir de réussir à reconquérir les régions qui renferment de grandes richesses naturelles. Ce n'est pas parce que Bordj Badji Mokhtar est loin des zones actuelles de production de gaz et de pétrole que les puissances impérialistes s'en désintéresseraient. Toute localité qui peut être transformée en foyer de tension et de division favorise l'exécution de ces plans. Ceux qui nient l'existence et la réalité de ces plan soit font son jeu inconsciemment, soit sont enrégimentés dans des groupes antinationaux qui exploitent la situation dans des actions localisées préparant des opérations de grande envergure le moment jugé le plus propice. Les classes parasitaires et exploiteuses au pouvoir font le jeu de la stratégie impérialiste et créent par leur politique économique et leur autoritarisme antipopulaire les conditions les plus favorables aux menées néo-colonialistes sournoises ou déclarées.

DR

Non à l'intervention militaire impérialiste en Syrie !

Une déclaration du Parti algérien pour la démocratie et le socialisme

DR

Non aux ingérences impérialistes dans les affaires intérieures des peuples! Non à la guerre entre les peuples !

Les chefs des états impérialistes français, anglais et américains annoncent désormais publiquement qu'ils vont bombarder incessamment la Syrie. Ils pensent que leurs puissants moyens de désinformation et de mensonge ont préparé le terrain dans l'opinion pour qu'ils puissent se livrer en toute impunité, sans passer par une décision du Conseil de Sécurité de l'ONU, à une intervention militaire directe contre un pays et un état souverains. Le but déclaré est d'abattre le régime syrien, imposer au peuple syrien leurs volontés après avoir été mis en échec depuis plus de deux ans dans leurs tentatives de mettre en place un régime à leurs bottes.

Comme à chaque fois que les états impérialistes se préparent à une guerre, ils fabriquent les prétextes justifiant leurs agressions criminelles.

Les va-t-en guerre ont orchestré depuis le 21 août une campagne sans précédent en prétendant que les "lignes rouges" fixées par Obama ont été franchies avec l'usage d'armes chimiques par l'armée syrienne contre les populations civiles dans les faubourgs de Damas.

La ficelle est grosse. La campagne médiatique mondiale des cercles au service des intérêts impérialistes s'est amplifiée et accélérée au moment précis où arrivait en Syrie, après accord de son gouvernement légitime reconnu des instances internationales, une délégation onusienne chargée d'une enquête aux fins de vérification de l'utilisation des armes chimiques. Il faut rappeler que c'est le gouvernement syrien qui a réclamé cette enquête depuis mars dernier lorsque les rebelles ont attaqué par des armes chimiques et tué des dizaines de citoyens qui leur résistaient à Khan al-Assal, dans la région d'Alep. Des images, de toute évidence fabriquées de toutes pièces par les courants bellicistes, ont abreuvé depuis le 21 août les téléspectateurs accusant le gouvernement syrien d'être à l'origine de l'usage d'armes chimiques. Des chiffres invérifiables sur le nombre de victimes de cette attaque ont été répandus par les médias et des ministres comme Fabius dont le soutien inconditionnel à Israël est notoire.

Le gouvernement syrien a démenti catégoriquement ses responsabilités dans cette attaque et fourni les preuves indiquant la fabrication de gaz mortel par les rebelles. Il a également accepté que la délégation onusienne présente à Damas se rende sur les lieux pour enquêter et faire éclater la vérité sur le fondement de ces accusations. Il l'a autorisée à mener cette enquête malgré le fait que son mandat devait se limiter à enquêter sur les attaques chimiques opérées par les rebelles à Khan El Assal. Le bon sens et la situation militaire réelle sur le terrain indiquent au contraire que les accusations portées contre le gouvernement syrien, qui n'a rien d'un gouvernement suicidaire, ne reposent sur aucun fondement. Craignant d'être pris la main dans le sac, les dirigeants français, anglais et américains, soutiennent maintenant que cette enquête ne présenterait plus aucun intérêt. Ils prétendent, au mépris de toute logique scientifique élémentaire, que l'armée syrienne aurait réussi par ses bombardements à effacer les traces de sa prétendue attaque chimique

Les hésitations du gouvernement Obama pour intervenir militairement, comme le désirent certains dirigeants des pays impérialistes et notamment les sociaux démocrates français Hollande et Fabius, traduisent simplement son souci tactique d'éviter de s'embourber dans un nouveau front dont il serait incapable de contrôler l'évolution. Il se peut également qu'il craigne d'être désigné un jour comme l'auteur de ces mensonges flagrants, lorsque la vérité finira par éclater comme elle avait éclaté en Irak, au Kosovo ou dans d'autres pays. Car nul ne peut oublier que c'est sur la base de mensonges, aujourd'hui reconnus, autour d'une prétendue détention d'armes de destruction massive déversés par Bush et ses acolytes néo- conservateurs alors au pouvoir à la Maison Blanche que la guerre a été déclenchée en Irak en 2003. Nul n'oublie les faux charniers de Timisouara en Roumanie qui avaient servi à légitimer l'exécution du chef de l'état Céausescou devenu gênant pour les impérialistes.

Les aventures guerrières des impérialistes américains en Irak ou en Afghanistan tout comme celle qui a suivie en Libye n'ont pas apporté la démocratie dans ces pays, prétexte invoqué pour justifier les ingérences dans les affaires intérieures de ces peuples. Elles se sont soldées par des millions de morts et de blessés, la destruction des infrastructures économiques et la division des populations de ces pays sur une base ethnique ou religieuse. Les gouvernements portés au pouvoir dans ces pays, à la suite de ces interventions, n'ont rien de démocratique, ni ne sont à l'écoute des aspirations sociales de leurs peuples. Ce sont des pantins des puissances impérialistes.

En vérité, ce que les puissances impérialistes redoutent le plus c'est que le peuple syrien à la lumière de ces deux années de conflit qui déchire son pays et le divise, les souffrances qu'il a subies - des dizaines milliers de civils et militaires syriens tués, blessés, des centaines de milliers de réfugiés - trouve le chemin susceptible de le conduire au rétablissement de la paix dans le cadre de la sauvegarde de sa souveraineté et de son unité territoriale. Le gouvernement légitime et son armée, qui jouissent de l'appui de la majorité du peuple syrien, étaient en train d'infliger une défaite à la stratégie d'ingérences des impérialistes et des monarques. Cela ne pouvait évidemment par réjouir les va-t-en guerre impérialistes qui veulent contrôler les ressources énergétiques et les voies de leur acheminement de la région du proche et du Moyen-Orient. C'est pourquoi ils menacent de recourir au pire pour abuser et intimider les peuples de la région et du monde quand leurs plans machiavéliques ne réussissent pas. L'intervention impérialiste en Syrie aura pour conséquences de semer le chaos et des malheurs décuplés dans ce pays et, par effet de dominos, dans l'ensemble des pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. Une déflagration à grande échelle n'est pas à exclure.

Les communistes algériens appellent leur peuple et tous les peuples du monde à ne pas se laisser intimider et tromper. Ils les appellent à organiser une riposte de masse contre les menaces et les préparatifs bellicistes impérialistes. Ils doivent exiger et oeuvrer pour qu'un terme soit mis aux ingérences impérialistes criminelles dans les affaires internes des peuples, à leurs interventions militaires destinés à dicter leurs volontés aux peuples en proie à des conflits internes.

27 août 2013

61 Partis communistes et ouvriers solidaires du peuple syrien

61 PARTIS COMMUNISTES ET OUVRIERS DU MONDE ONT SIGNÉ LA DÉCALARATION SUIVANTE.

Nous, partis communistes et ouvriers, exprimons notre solidarité avec le peuple Syrien et dénonçons l'attaque militaire contre la Syrie qui est en cours de préparation par les impérialistes des Etats Unis, de l'OTAN et de l'UE réunis et leurs alliés dans le but de promouvoir leurs intérêts dans la région. Nous rejetons les prétextes des impérialistes qui, comme il été démontré , ont été également utilisés dans la guerre contre l'Iraq et d'autres guerres impérialistes contre la Yougoslavie, l'Afghanistan et la Libye. Nous appelons la classe ouvrière, les peuples du monde entier à s'opposer et à condamner la nouvelle guerre impérialiste, à demander que les gouvernements de leurs pays n'y participent pas et ne soutiennent pas l'offensive militaire criminelle. Cette déclaration a été signée par 53 partis communistes et ouvriers dont le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme. Par ailleurs sept organisations et partis communistes ont joint ensuite leur signature à cette déclaration. Pour prendre connaissance des partis qui l'ont signé, consulter le site internet du Lien. Par ailleurs de nombreux partis communistes ont publié séparément des déclarations parmi lesquels les PC de Grèce, de Turquie, Portugais.

29/08/2013

Déclaration de G. Zyuganov, président du CC du PCFR

Dans une déclaration en date du 26 juillet 2013, le Président du Parti communiste de la Fédération de Russie, G. Zyuganov, annonçait l'intervention US en Syrie. Ci-dessous des extraits de sa déclaration : "Le Congrès des États-Unis a approuvé la fourniture des armes aux groupes rebelles qui combattent contre le gouvernement Syrien légitime. Des cargaisons sont prêtes à partir au début août. "Simultanément Washington a révélé son plan d'action militaire contre Damas, y compris l'entraînement et l'équipement des rebelles qui se trouvent en dehors des frontières syriennes, des attaques de la Force aérienne U.S. sur l'armée syrienne et les bases navales, l'établissement de zones tampon sans circulation aérienne, de préservation des armes chimiques. "Tous ces pas ont pour but des préparations rapides pour une intervention directe contre la souveraineté d'un État qui est membre des Nations Unies. Les États Unis recourent à ces actions, comme des tentatives pour renverser Bashar Al Assad lesquelles effectuées par des mercenaires depuis plus de deux années se sont avérées vaines. La résistance du peuple Syrien et de ses alliés a empêché le succès de cette guerre éclaire. En fin de compte, les Etats Unis sont empêtrés dans un conflit incessant que ses services secrets ont engendré. "Chaque jour il devient plus évident que les espérances en vue de déposer le régime syrien légitime par les seuls mercenaires sont illusoires. L'armée syrienne a montré sa loyauté constante au gouvernement, en démantelant avec succès les forces terroristes. La dite "Armée libre Syrienne" s'est isolée, en cambriolant et en maltraitant la population civile, cessant finalement d'être une force combattante unique. Even Martin Dempsey, Président des Chefs de l'État major commun, l'a admis, en disant que la Syrie manque d'une "opposition viable... Après avoir souligné que la décision du Congrès américain visait à dessiner une nouvelle carte du monde qui favorise le plan des USA d'exercer un contrôle sur cette région avec la création du Grand Moyen Orient. Selon lui la Russie pourrait être en ligne après la Syrie. Il ajoute que cette décision du congrès américain n'est pas une mesure de paix. Elle contrecarre les activités de la conférence de paix de Genève négociée pourtant entre les dirigeants Russes et Américains.

La déclaration de Zyuganov se termine par ses lignes :

"Le Parti communiste de la Fédération de Russie apprécie les appels du Ministre des affaires étrangères de Russie pour une solution politique en Syrie. Cependant, nous estimons que la direction Russe devrait prendre une plus ferme orientation de principe et une réaction plus active sur les activités subversives indubitables des États-Unis. Nous sommes convaincus que la Russie devrait poursuivre et améliorer son aide politique et diplomatique à la Syrie, et également le besoin du pays à renforcer ses armes défensifs. Conformément au Traité d'amitié et de coopération de 1980 entre l'URSS et la Syrie qui est toujours en vigueur en Russie il est permis de prendre des mesures nécessaires dans le but de protéger l'intégrité et la souveraineté de la Syrie. Comme la Syrie demeure l'un des alliés peu nombreux de la Russie dans une région d'une importance stratégique, ce fait devrait être prioritaire pour prendre des décisions significatives. Nous avons à exprimer notre solidarité avec le juste combat du peuple Syrien contre les forces de la néo-colonisation.

DR

Venezuela : tentative d'assassinat du Président Maduro

Le ministre de l'intérieur du Venezuela dénonce la mise en place d'un plan en vue de l'assassinat du Président Maduro. Intervenant sur la chaîne d'information du Venezuela Telesur, le ministre de l'intérieur de ce pays, Miguel Rodriguez Torres a dénoncé un plan mis en place par des forces réactionnaires internes et externes pour assassiner le Président de la République Nicolas Maduro. Une première tentative devait se dérouler le 24 juillet dernier à l'occasion des manifestations publiques pour commémorer la naissance de Simon Bolivar auxquelles Maduro devait participer. 400 hommes venus de Colombie et qui ont pénétré au Venezuela devaient procéder à cette occasion à des attaques simultanées sur des objectifs militaires et politiques pour créer une atmosphère de chaos dans le pays susceptible de justifier une intervention extérieure. Une pareille tentative de créer le chaos avait déjà précédé la mise en place de ce plan. Au lendemain de l'élection du Président Maduro, son rival défait à la candidature présidentielle, le dirigeant de la coalition de droite Henrique Capriles Radonski encouragea des commandos composés de paramilitaires et de militants de son parti à commettre des assassinats de militants du Parti Socialiste Uni du Venezuela et à incendier certaines de ses permanences.

Cette première tentative de semer le chaos ayant échoué, un plan plus important fut élaboré au cours de plusieurs réunions qui se sont déroulées ensuite tour à tour à Bogota et Medellin (Colombie), à Miami (Floride) et Panama. Le terroriste international Luis Posada Carriles (ex-agent de la CIA), auteur de l'attentat à la bombe qui coûta la vie aux 73 passagers du vol 455 de la Cubana de Aviacion, le leader du groupe terroriste F4 à Miami Roberto Frometa auteur d'actions terroristes contre Cuba, sont parmi les organisateurs de ce plan. A Miami, également, le réseau de la droite Vénézuélienne soutenu par l'entrepreneur d'origine cubaine, membre du Commando de Organizaciones Revolucionarias Unidas (Coru) et Omega 7, suspecté d'avoir organisé l'assassinat du diplomate Cubain à l'ONU Garcia en 1980, a réuni 2,5 milliards de dollars destinés à l'achat des armes et la logistique destinés à l'assassinat de Maduro.

Enfin, en juin 2013 un enregistrement téléphonique a révélé les contacts suivis avec les États-Unis de Maria Corina Machado, une autre dirigeante de la droite Vénézuélienne impliquée dans le coup d'État d'avril 2012 contre Chavez, au cours desquels elle insiste sur la nécessité d'organiser un nouveau coup d'Etat précédé de "confrontations non-dialogantes" (Sic).

L'organisation par les forces réactionnaires d'Amérique Latine soutenues et encouragées par les impérialistes américains de tentatives d'assassinats des dirigeants révolutionnaires n'est pas une nouveauté. Les tentatives d'assassinat de Fidel Castro se comptent par centaines.

Après cela les puissances impérialistes et leurs alliés réactionnaires d'Amérique latine continuent à se présenter comme des démocrates. Leur démocratie consiste à étouffer la voie des peuples qui aspirent à vivre sans exploitation, sans oppression et sans guerre.

Il appartient aux peuples de dénoncer avec force ces plans dressés pour assassiner le Président de la république du Venezuela. Les communistes, les progressistes et démocrates de tous les pays doivent envoyer des messages de solidarité avec le Président Maduro. Pour sa part, le Parti Algérien pour la démocratie et le Socialisme et son organe "Le Lien" assurent le Président Maduro, le PSUV, le Parti communiste du Venezuela et toutes les forces progressistes de ce pays de leur pleine solidarité.

Source des informations
de cet article :
Venezuela info

Evo Moralés, président de Bolivie, dénonce la séquestration de son avion en Europe

Nous publions ci-dessous des extraits de l'article du Président Bolivien Evo Moralés publié dans le mensuel "Le Monde diplomatique", à la suite de l'interdiction faite à l'avion présidentiel de retour de Russie vers la Bolivie, de survoler certains territoires européens :

" Le 2 juillet dernier s'est produit l'un des événements les plus insolites de l'histoire du droit international : l'interdiction faite à l'avion présidentiel de l'Etat plurinational de Bolivie de survoler les territoires français, espagnol, italien et portugais, puis une séquestration à l'aéroport de Vienne (Autriche) pendant quatorze heures."

Après avoir fait le récit des différentes péripéties auxquelles l'avion présidentiel fut confronté en survolant les territoires européens cités ci-dessus, et remercié tous les citoyens du monde et les organisations politiques, syndicales et populaires qui ont manifesté leur indignation, leur condamnation de cet acte indigne commis par des pays dits démocratiques, Le président Bolivien écrit :

" Cette interdiction de survol, décrétée de façon simultanée par quatre pays et coordonnée par la Central Intelligence Agency (CIA) contre un pays souverain au seul prétexte que nous transportions peut-être M. Snowden, met au jour le poids spécifique de la principale puissance politique impériale: Les Etats-Unis."

Evo Moralés poursuit ensuite : "L'esprit colonial qui a conduit à soumettre de la sorte plusieurs pays démontre une fois de plus que l'empire ne tolère aucune limite- ni légale, ni morale, ni territoriale. Désormais, il est clair aux yeux du monde entier que, pour une telle puissance, toute loi peut être transgressée, toute souveraineté violée, tout droit humain ignoré.

"La puissance des Etats-unis, ce sont bien sûr leurs forces armées, impliquées dans diverses guerres d'invasion et soutenues par un complexe militaro-industriel hors du commun. Les étapes de leurs interventions sont très bien connues: après les conquêtes militaires, l'imposition du libre échange, d'une conception singulière de la démocratie et, enfin la soumission des populations à la voracité des multinationales. Les marques indélébiles de l'impérialisme- fut-il militaire ou économique- défigurent l'Irak, l'Afghanistan, la Libye, la Syrie. Des pays dont certains ont été envahis parce qu'on les soupçonnait de détenir des armes de destruction massive ou d'abriter des organisations terroristes. Des pays ou des milliers d'êtres humains ont été tués, sans que la Cour pénale internationale intente le moindre procès....

" L'attentat dont nous avons été victime, ajoute Evo Moralés, dévoile les deux visages d'une même oppression , contre laquelle les peuples ont décidé de se révolter: l'impérialisme et son jumeau politique et idéologique le colonialisme...

" Notre séquestration, conclut Evo Moralés, pourrait offrir aux peuples et gouvernements d'Amérique latine, des Caraïbes, d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Nord l'occasion unique de constituer un bloc solidaire condamnant l'attitude indigne des Etats impliqués dans cette violation du droit international. Il s'agit également d'une occasion idéale de renforcer les mouvements sociaux en vue de construire un autre monde, de fraternité et de complémentarité. Il revient aux peuples de le construire."

DR

ÉGYPTE

La révolution du 30 juin, sa nature ses tâches et perspectives

DR

Sous ce titre le Parti communiste égyptien a publié le 3 août 2013 une longue déclaration qui a été publiée sur notre site internet (http://www.lien-pads.fr).
Ci- dessous nous donnons un résumé et des extraits de cette importante déclaration qui est le point de vue du Parti communiste égyptien au lendemain des grandioses manifestations du 30 juin 2013 :

LA RÉVOLUTION DE JUIN, CORRIGE LE COURS DE LA RÉVOLUTION DE JANVIER

"La révolution du 30 juin 2013 est la seconde vague la plus profonde et la plus sensée pour corriger le chemin de la révolution du 25 janvier 2011" estime le Parti communiste égyptien qui affirme que la " prise du pouvoir des Frères Musulmans pour gouverner le pays était le point de départ de la mise en oeuvre d'un complot pour l'accaparement des institutions de l'Etat afin de piller la richesse du pays."

Ce complot en vue " de dévoyer la révolution du 25 janvier au profit des Etats Unis était conduit sous les auspices du Qatar et de la Turquie". L'issue de ce complot, ajoute le PC égyptien, était le morcellement du territoire national, d'ébranler l'identité et l'unité de l''Etat égyptien, de le plonger dans un abîme de rivalité sectaire, de conflit religieux, semblables à ceux imposés par les impérialistes en Iraq et en Syrie. Ceci afin d'assurer une pleine sécurité à Israël et de protéger les intérêts des Etats Unis et de l'impérialisme dans sa globalité dans la région.

La déclaration dénonce ensuite le double jeu de la Confrérie des Frères Musulmans qui est restée "muette devant les violations de la Mosquée d'Al-Aqsa" et elle a " conservé un silence sur la décision d'Obama de reconnaître Jérusalem comme capitale éternelle d'Israël". Le plus dangereux est de porter atteinte au territoire national , poursuit la déclaration, en "conspirant avec Israël et les États-Unis afin d'imposer à la nation le projet sioniste de cantonnement des Palestiniens dans le Sinaï, en acceptant également de donner au Soudan Halayib et Shalateen, ou avec le projet régional suspect visant à l'abandon de la souveraineté nationale sur le canal de Suez. Elle a également précipité l'accord avec le Fond Monétaire International et la promulgation de la constitution (islamique)."

Après une dénonciation des tentatives impérialistes d'instaurer au Moyen Orient des Etats sur une base religieuse, le PC égyptien indique que cela vise à " servir principalement le plan sioniste de déclarer Israël en tant qu'Etat juif pour tous les Juifs du monde". En favorisant les conflits religieux ou ethniques, ajoute la déclaration, les impérialistes et leurs alliés désirent effacer " la lutte de libération nationale arabe" en Palestine face à Israël et "la lutte sociale de classe parmi les peuples des pays arabes" au sein des pays régimes autoritaires des pays arabes qui se sont alliés à l'impérialisme et à l'ensemble des monopoles internationaux.

La déclaration rappelle tous les actes criminels commis sous le règne des Frères musulmans, notamment les églises coptes saccagés, l'attaque du village chiite "d'Abu Nomros" , la promotion des milices armées qui, sous prétexte de " la promotion de la vertu et la prévention du vice" ont lynché et pendu à des lampadaires des citoyens égyptiens.

Refusant un sort misérable qui aboutirait à une élimination des uns par les autres, le peuple égyptien indique la déclaration "a coupé l'herbe sous les pieds de tous ces comploteurs. La campagne géniale du mouvement "Tamarod" a été capable de rejeter le règne des frères musulmans après la campagne de signatures de 22 millions de personnes... collectées dans tous les secteurs, les classes et catégories du peuple égyptien, jusque dans toutes les institutions et corps d'État dans toutes les régions administratives. Elle a été suivie le 30 juin, dans toutes les régions administratives d'Égypte, de la plus grande sortie dans les rues de plus de 30 millions de citoyens. La demande du peuple a été adoptée par les forces armées égyptiennes qui se sont placées à ses côtés" pour " déposer le régime des Frères et de leurs alliés des forces religieuses de droite. Ce qui a placé les Etats Unis et l'Union européenne dans une crise réelle. Pour la première fois depuis plus de 40 années les Forces armées marchaient dans un sens contraire à la volonté américaine".

Le Parti communiste égyptien estime dans sa déclaration que le 30 juin a tracé "le chemin de correction de la révolution du 25 janvier 2011 vers une extension de toutes les phases de la révolution nationale et démocratique qui a commencé avec la révolution d'Orabi en 1881 et qui s'est poursuivie à travers la révolution de 1919 et la révolution de 1952..." Estimant que le 30 juin a marqué la volonté du peuple égyptien "d'accomplir les tâches de ces révolutions inachevées" le parti communiste égyptien ajoute dans cette déclaration que " la contradiction maintenant n'est pas seulement entre forces d'opposition et un groupe réactionnaire despotique mais plutôt dans les contrastes profonds , reflétés d'un côté par les forces politiques nationales et démocratiques et de l'autre par les forces de la droite fasciste et religieuse conduite par les Frères musulmans qui représentent la plus grande menace pour l'avenir de la nation et de la révolution. C'est pourquoi, la révolution de janvier, déclare le PC égyptien, et sa seconde vague de juin cherche à compléter l'indépendance nationale de toutes ses formes de dépendance qui se plient aux États-Unis et aux pays impérialistes. Ce qui ne saurait être sans un développement dans les domaines économique, social et culturel. D'un autre côté c'est une révolution démocratique pour l'instauration d'un État démocratique civil sur les bases d'une Constitution qui protègent les libertés et les droits politiques, économiques, sociaux et culturels des citoyens et qui assurent le contrôle et la participation populaire tout notamment la liberté de former des partis politiques, des syndicats, des associations en mettant l'accent sur la séparation du religieux et du politique avec l'interdiction des partis religieux. Cette révolution, la plus importante, a son aspect social basé sur la redistribution du revenu et des richesses dans la société selon les intérêts de la majorité des masses laborieuses, en protégeant les droits des pauvres et des groupes vulnérables de la société. Elle permet aux ouvriers et aux paysans de former leurs syndicats afin d'assurer la poursuite de la révolution et la réalisation de ses objectifs à conduire vers un plus élevé d'une révolution sociale au profit des classes laborieuses."

Le Parti communiste égyptien estime que cette révolution " sera réalisée seulement après l'élimination du risque des forces fascistes religieuses" en oeuvrant en direction d'une "alliance des forces socialistes et progressistes et à l'unité de leur lutte qui est la garantie de la continuation de ce vaste front en vue d'arrêter l'hésitation" des forces qui refusent l'affrontement avec les Frères musulmans.

D'un autre côté, ajoute le Parti communiste égyptien "nous devons fermement nous dresser contre les symboles des soutiens du régime de Moubarak et de leurs organes médiatiques qui veulent rayer de l'histoire la révolution de janvier et la détourner en vue de justifier les méfaits du régime de Moubarak et effacer sa responsabilité en chargeant les frères musulmans de toutes les arnaques de l'étape précédente... Le renversement des Frères musulmans ne signifie pas du tout le retour aux crimes du régime de Moubarak."

POSITION ET EXIGENCES DU PC ÉGYPTIEN DANS LA PHASE DE TRANSITION

Dans cette deuxième partie de sa déclaration le Parti communiste égyptien souligne qu'il ne faut pas perdre de vue " que cette lutte pour mettre un terme au régime des frères musulmans et aux restes du régime de Moubarak est la tâche principale de cette légitimité révolutionnaire à côté de la revendication en vue de la formation d'un régime alternatif aux actions concrètes pour installer et étendre les bases sociales de la révolu- •••

TAMAROD

Le droit de ne pas se soumettre au diktat des islamistes

Sous ce titre l'hebdomadaire "L'Humanité Dimanche" a publié, dans son numéro 21237 du 22 août, un entretien avec Ahmed Badr l'un des trois membres fondateurs du mouvement Tamarrod (Rébellion). Nous reproduisons une partie de cet entretien ci-dessous ci-dessous :

H. D. Les dirigeants des frères musulmans accusent l'armée d'avoir été à l'origine des violences, d'avoir réprimé des sit-in pacifiques provoquant un massacre...

Ahmed Badr. La réalité sur le terrain est bien différente de ces thèses trop vite répandues. Ces rassemblements supposés pacifiques ont été largement infiltrés par des groupes extrémistes armés liés à al-Qaïda, dont le gros des troupes est constitué de détenus libérés en masse par le président Morsi. Ce sont les mêmes qui ont multiplié les nids terroristes dans le Sinaï et qui sont entrés dans les villes égyptiennes dont principalement Le Caire pour armer les manifestants, avec notamment des éléments afghans, pakistanais, entraînés à l'utilisation d'armes de guerre et missionnés pour mener le pays vers une confrontation générale . Un certain nombre d'entre eux ont été d'ailleurs arrêtés à la mosquée El-Fath. Les dirigeants des frères, dont Mohamed El Baltagui ont implicitement reconnu ces faits en posant comme condition la neutralisation de ces groupes et le retour de Morsi au pouvoir. No ne le répétera jamais assez le peuple égyptien se tient au côté des forces de sécurité dans cette lutte contre le terrorisme

H. D. Quelles seraient les sorties de crise possibles ?

Ahmed Badr. Les groupes armés qui menacent le pays derrière la Confrérie des frères musulmans doivent déposer les armes. C'est la seule sortie de crise possible de notre point de vue. Les pays européens et les Etats Unis doivent cesser de couvrir ces actes terroristes et reconnaître au seul peuple égyptien le droit de se protéger, de ne pas se soumettre au diktat des islamistes.

C'est un droit fondamental que nous comptons défendre quel que soit le prix à payer, car il y va de l'avenir de notre société et de l'équilibre géopolitique dans la région.

tion. Le gouvernement qui a été formé sur les bases de cette légitimité révolutionnaire doit être loyal en premier aux revendications de la volonté populaire qui a occupé les rues les 30 juin et 26 juillet. Son rôle primordial est d'utiliser tous les moyens pour appliquer cette volonté et franchir tous les obstacles jusqu'à leur réalisation. Notre opinion est que les orientations politiques du gouvernement de transition sont encore loin de l'esprit de cette légitimité révolutionnaire." Cette indécision et cette inaction, au moment de la publication de sa déclaration, le PC égyptien l'explicitait par le retard pris pour réprimer les milices armées des Frères musulmans, les intentions exprimées par certains officiels en faveur d'une réconciliation nationale en vue d'intégrer les frères musulmans qui ne ferait pas la distinction entre "les cadres terroristes assassins, les dirigeants des Frères musulmans et leurs supporters normaux... ce qui conduirait à l'érosion de la révolution."

La déclaration ajoute : "Nous sommes d'accord pour la dissolution des Frères musulmans en leur qualité de groupe légal, d'accorder une attention importante aux services de sécurité et en leur régularité, de soulager directement la souffrance des couches laborieuses égyptiennes par des actions concrètes : instauration d'un salaire minimum et maximum qui ne doit pas dépasser 15 fois le minimum, un contrôle strict des prix, la suppression des dettes accumulées des petits et moyens paysans, la réintégration des employés temporaires, la restauration des sociétés du secteur public et leur fonctionnement, le renvoi des verdicts de justice prononcés etc. D'un autre côté, poursuit la déclaration, l'autorité de transition doit exprimer fortement et clairement la volonté populaire pour "l'indépendance de la décision égyptienne et le respect de la souveraineté nationale libre de la dépendance à l'Amérique" en s'attelant à la diversification des sources d'armement en direction d'autres fournisseurs " dans le but d'équilibrer nos relations internationales sur une voie favorisant la protection de notre révolution dans sa prochaine phase."

Parmi les autres exigences stipulées dans sa déclaration le parti communiste égyptien figure notamment la réécriture de la constitution qui doit assurer les libertés individuelles et publiques, la liberté de pensée et d'expression, les droits des femmes, des enfants, des ouvriers, des paysans et des ouvriers agricoles, la séparation du religieux et du politique, le droit du peuple à choisir la voie de son développement économique et social, la sauvegarde de la propriété publique et coopérative, le droit à la santé, à l'éducation, à l'emploi au logement, le contrôle populaire sur les institutions.

La déclaration se termine sur un appel à l'unification des forces de gauche et notamment la création d'une direction unifiée des partis socialistes qui sera utile pour la prochaine étape.

Sur l'effusion de sang et les développements en égypte

Un article de Eliseos Vagenas, membre du comité central du Parti communiste de Grèce, responsables des relations internationales, publié le 25/08/2013 dans "Rizospastis" organe du comité central du Parti communiste de Grèce.

NI SCYLLA NI CHARYBDE

Les écrans de la télévision ont débordé, encore une fois, de sang. Avec le sang de centaines de morts et de milliers de blessés en Égypte, au cours des féroces affrontements entre les Frères Musulmans qui soutenaient le Président emprisonné Morsi, et l'armée.

Une large mobilisation de millions de personnes et la collecte de 22 millions de signatures (qui étaient accompagnées des numéros de leurs cartes d'identités et d'autres détails) contre Morsi avait précédemment été réalisée. Cette mobilisation populaire qui avait été organisée par des forces politiques bourgeoises et petites bourgeoises sous le "manteau" du "maintien de la laïcité" fut ce qui permit à l'armée d'entrer en scène, laquelle a arrêté le Président égyptien et finalement a repoussé la réaction de la Confrérie d des Frères Musulmans, en abolissant tous les petits éléments de la démocratie bourgeoise.

Et ce développement fut appelé une "révolution" de "la gauche égyptienne" (qui fait partie de l'arc politique laïque), et c'est ainsi que les événements de 2011 furent décrits, lorsqu'ils avaient conduit au renversement de Moubarak (son parti était avec le PASOK membre de "l'internationale Socialiste"). Ils avaient porté au pouvoir gouvernemental M.Morsi (il avait obtenu 5,7 millions de voix au premier tour des élections et 13,2 millions au second tour).

LE TOURBILLON DE L'AFFRONTEMENT

On pourrait l'appeler un tourbillon. Et il devint toujours plus confus et flou. Ainsi, par exemple, nous avons vu que les USA, qui pendant des décennies avaient soutenu Moubarak, très tranquillement ont aussi soutenu Morsi. Plus tard, après le coup ("révolution"), n'osant pas couper les crédits à l'armée égyptienne, ils sont à présent à (1, 3 milliard de dollars annuellement), ils ont envoyé initialement le bien connu sénateur J. Mac Cain dans le but de demander la libération de

DR

Morsi et quand cela ne fut pas accepté, ils ont appelé les militaires à effectuer des compromis avec les islamistes. Et comme si tout cela n'était pas suffisant, les USA ont nommé Robert Ford, le dernier ambassadeur en Syrie comme leur nouvel ambassadeur en Egypte, lequel a acquis la réputation d'être là un "ami" proche du mouvement islamiste des pays où il a avait servi auparavant (Iraq, Algérie, Qatar, Turquie).

PENDANT CE TEMPS, L'UE DEVINT " INTÉRESSÉE AU SUJET DE LA DÉMOCRATIE" ET ELLE A MENACÉ DE SANCTIONS LE GOUVERNEMENT

D'un autre côté, certains "hommes et femmes de gauche" et "anticapitalistes" de notre pays et autour du monde (contrairement à la "gauche" égyptienne) se sont hâtés à dénoncer le coup de l'armée, et au nom de la "restauration de la démocratie", se sont placés au côté de la Confrérie des Frères Musulmans. Court-circuitant le fait que dans cette courte période quand ils géraient le pouvoir gouvernemental, la situation de la classe ouvrière et des couches populaires en Egypte non seulement ne s'est pas améliorée, mais elle s'est clairement détériorée: le chômage a dépassé le taux de 32% et les sans ressources ont couvert 50% de la population , provoquant une nouvelle vague de " grèves" de mobilisations populaires, qui dans l'année a atteint 7 400. De plus, ces "anti-impérialistes" prétendent qu'ils ne comprennent rien au sujet de l'utilisation de l'arme de la religion ("politique" et islam armé) par la classe bourgeoise (ex. la Turquie) et les puissances impérialistes (ex. les développements en Syrie) dans le but de promouvoir leurs plans, qui ont pour but une plus grande exploitation des travailleurs.

Et ce ne sont pas seulement ces "paradoxes". Une autre caractéristique est la position des pays voisins. Évidemment, la Turquie, de T.Erdogan dont le parti est étroitement lié à la Confrérie des Frères musulmans, joue aussi un rôle dirigeant dans la condamnation internationale du coup, et dans la "restauration de la démocratie". Néanmoins, la position de l'Iran a un intérêt. Ceci parce que, comme cela est bien connu au cours de ces deux dernières années, l'Iran, s'oppose au noeud-coulant que les Etats Unis et Israël veulent leur passer, et soutient résolument le régime de Assad en Syrie, qui en retour contre les forces qui ont été soutenues par la Turquie et l'Egypte (particulièrement le Président Morsi). En effet Morsi, peu de temps avant d'être renversé, a été en mesure de déclarer la guerre sainte contre le régime syrien. On espérait que son renversement plairait au régime iranien, mais le contraire fut vrai. L'Iran appelait les deux parties à un compromis, détectant le danger que "l'Occident" pourrait profiter des développements de ce soi-disant "chaos contrôlé" et mettre fermement ses pieds militaires en Egypte et plus généralement dans la région.

D'un autre côté, l'Arabie Saoudite, qui participe activement à l'intervention impérialiste en Syrie, semble soutenir le coup militaire en Egypte et tourner le dos dans cette période aux Frères Musulmans. A l'intérieur de ce cercle vicieux jaillissent les questions suivantes: Sur quels critères les travailleurs devraient juger les faits? A quel côté devraient-ils souhaiter la victoire et auquel la défaite?

LES FORCES QUI SONT EN CONFLIT

Nous devons répondre à cette question, et avant tout, nous devons clarifier quelles sont ces forces politiques. Et là ce n'est pas suffisant pour nous mêmes d'invoquer la démocratie bourgeoise, que les bourgeois, méprisent complètement. "L'emballage" extérieur de chaque force dans le système bourgeois des deux pôles n'est pas suffisant: "Théocratie" ou "Laïcité" de l'Etat. Ni il est suffisant pour nous orienter en liaison avec la position et les manoeuvres que les USA et d'autres puissances peuvent déployées, puissances qui sont impliquées dans la crise, chacun pour son propre compte. Nous devons prendre en compte tout cela, mais seulement à travers le prisme des intérêts de classe que chaque partie représente dans le conflit.

Ainsi, d'un côté nous avons l'armée, qui en Egypte n'est pas simplement et principalement le soutien de l'Etat bourgeois, comme c'est le cas dans tout le monde capitaliste, mais c'est aussi quelque chose de plus également. Sa direction est une section de, " la chair de la chair", de la bourgeoisie d'Egypte. L'armée égyptienne, qui est entraînée par les Etats Unis, possède une importante section des moyens de production: usines, infrastructures touristiques, affaires dans les secteurs les plus divers de l'économie. Selon diverses esti-

••• mations, elle contrôle de 10% à 40% de chaque constituant du Grand Domaine public de l'Egypte. D'un autre côté, nous avons la Confrérie des Frères Musulmans. Une organisation, qui est née en 1920, non pas sans la contribution des services secrets étrangers, avec pour objectif de combattre les communistes et le mouvement ouvrier. Ces contacts n'ont jamais cessé et un nombre de ses officiels politiques, malgré leur "anti-américanisme" superficiel. Ils ont étudié dans les "métropoles" de l'occident (Le président Morsi, par exemple, a étudié et travaillé en Californie, USA). L'organisation est très étroitement liée à une section de la classe bourgeoise et au capital de l'extérieur. Par exemple, il est bien connu que le numéro 2 aujourd'hui dans la hiérarchie de la Confrérie des Frères musulmans, Khairat El-Shater, est l'un des plus grands hommes d'affaires du pays. Il possède un capital dans les autres pays de la région également. Hassan Malek, est aussi un homme d'affaires, qui a débuté en 1980 au côté du ci-dessus mentionné El-Shater, et ils ont fondé l' "Association pour le développement des affaires égyptiennes", dont il est le président. Elle est composée de 400 affairistes et elle est associée à la Confrérie des Frères Musulmans. Aujourd'hui, une section de la bourgeoisie égyptienne cherche la re-division des moyens de production, la promotion des restructurations capitalistes, qui ont débuté sous Moubarak, mais à un rythme plus rapide et certainement au dépens de l'armée. Elle a rallié la Confrérie des Frères Musulmans.

Examinons un message télégraphique envoyé en 2008 par l'ambassadeur US au Caire, Margaret Scobey, au département d'Etat de son pays et qui a été publié par Wilkileaks le 14 décembre 2011: " Nous voyons le rôle militaire dans l'économie comme une force qui généralement étouffe la réforme du marché libre avec l'implication croissante directe du gouvernement dans les marchés".

Ainsi, les USA voient d'une part, dans le visage des Frères musulmans cette force qui exprime le besoin d'une rapide restructuration capitaliste de l'économie, facilitant l'activité des monopoles dans l'économie égyptienne. Et d'autre part, une force politique bourgeoise, qui utilise l'arme de la religion, qui sauvegardera ses intérêt, en créant un arc sunnite, en confrontant les Chiite d'Iran, qui sont des alliés avec les puissances émergentes du monde capitaliste, la Chine et la Russie.

Certainement les forces qui entrent en compétition avec les USA dans la région ont leurs propres objectifs en relation avec la promotion de leurs propres monopoles dans le conflit pour le contrôle des marchés, des ressources naturelles et des routes de transport.

UN CONFLIT ÉTRANGER AUX INTÉRÊTS DU PEUPLE

La question qui surgit est pour quelle raison les travailleurs soutiendraient les uns ou les autres dans ce conflit entre bourgeois et entre capitlistes? En fait les travailleurs n'ont pas d'intérêts dans la prédominance de l'un ou de l'autre côté. Les espoirs que l'armée peut exprimer une section plus "progressiste" plus "patriotique"de la classe bourgeoise en Egypte, comme l'estime la "gauche" égyptienne qui soutient le coup en l'appelant une "révolution", sont aussi sans fondements.

DR

Cette distinction de la classe bourgeoise qui est basée sur les vieilles analyses du mouvement communiste international a été rendue obsolète par la réalité elle même qui démontre que le capital n'a pas de "patrie". . L'une ou l'autre section peut commercer avec les sentiments patriotiques du peuple dans le but de tromper les travailleurs, en construisant les alliances politiques appropriées qui assureront son pouvoir mais le seul principe reconnu par les capitalistes est la profit de leur capital .

Les positions de ces forces qui estiment que l'autre parti de la classe bourgeoise qui soutient "les frères Musulmans" restaurera et étendra la "démocratie" contre le "mlitarisme" en présentant Erdogan comme un modèle en Turquie sont aussi totalement sans fondements. Il n'y a rien dans la "démocratie" de la Turquie que les travailleurs puissent jalouser comme l'a clairement démontré l'effort pour réprimer les manifestations anti-gouvernementales dans ce pays tout comme les mesures contre le peuple qui sont imposées pour l'augmentation des profits du capital et la participation aux plans impérialistes. Ainsi quand ils nous demandent ce qui est meileur, l'armée ou les islamistes nous répondons: les deux sont mauvais! Nous ne choisissons pas entre Scylla et Charybde"

QUEL EST LE BESOIN QUI SURGIT ?

En conclusion, la crise du système politique bourgeois révèle l'aiguisement des contradictions entre les sections de la classe bourgeoise pour la gestion du pouvoir hors de la colère et du mécontentement du peuple. Elle est liée à la compétition entre les centres impérialistes pour l'acquisition la plus vaste des ressources naturelles de la région et les voies d'acheminement de l'énergie.

Il a été prouvé que les luttes des forces populaires contre le chômage, la pauvreté, la misère, la répression étatique, la corruption, contre le pillage de la richesse de leurs pays par les monopoles étrangers et internes qui ont restreint le changement des gouvernements anti peuples, aux droits démocratiques bourgeois n'ont pas atteint le résultat en faveur du peuple. Les attentes du peuple ont été rapidement dissipées par les forces politiques qui sont devenues dominantes à travers le soi-disant "printemps arabe". Ainsi, ces forces tel que Syriza en Grèce, ont salué le "printemps arabe" et ont placé des espérances le concernant("le printemps arabe ouvre la porte de la démocratie dans nos pays voisins" Déclaration de Syriza-USF). Il a été prouvé que les intérêts des peuples ne peuvent pas être satisfaits ni par les "Frères Musulmans" qui ont imposé une politique anti-ouvrière de soutien aux monopoles et ni par la section de la classe bourgeoise qui soutient maintenant le coup militaire. Les développements démontrent que les luttes des masses populaires ne sont pas suffisantes quand le peuple n'impose pas son pouvoir et ses intérêts, qu'elles doivent avoir pour objectif le renversement du pouvoir des monopoles en vue d'initier des évolutions en faveur du peuple.

La classe ouvrière, les couches populaires pauvres ne versent pas leur sang en vain, pour les conflits entre capitalistes. Ils n'auront pas à se limiter à chasser l'un ou l'autre gouvernement. Ils auront à créer leur propre projet pour le pouvoir, leur propre "drapeau" pour la socialisation des moyens de production, la planification centralisée de l'économie, le pouvoir de la classe ouvrière ! Parce que le socialisme est nécessaire actuellement pour l'Egypte également et cela surgit à la fois de la maturation des pré conditions comme également des impasses du mode de production capitaliste, malgré l'actuel rapport politique négatif des forces! Le changement de ce rapport des forces exige que le défi du peuple entre en conflit avec le pouvoir bourgeois dans toutes ces variations. Seulement de cette manière la route de l'histoire peut aller de l'avant.

TUNISIE

Après l'assassinat de Mohamed Brahmi

LE PADS EXPRIME SA SOLIDARITÉ AU PARTI UNIFIÉ DES PATRIOTES DE TUNISIE

Le Parti algérien pour la démocratie et le socialisme, parti des communistes algériens, condamne avec force le crime odieux dont vient d'être victime Mohamed Brahmi coordinateur général du Courant populaire, dirigeant du Front populaire de Tunisie et député à l'Assemblée. Il exprime en cette circonstance douloureuse ses condoléances à son organisation et à la famille de ce martyr de l'intolérance et de l'obscurantisme. Il exprime également sa solidarité à toutes les forces démocratiques et progressistes de Tunisie qui luttent pour des changements profonds dans le pays allant dans le sens de la justice sociale et du progrès et d'une société débarrassée des idées obscurantistes dont l'objectif est de maintenir les couches laborieuses du pays dans le cadre d'un système d'exploitation. Solidaire du Parti unifié des Patriotes et Démocrates de Tunisie, les communistes algériens réclament le châtiment des criminels de Mohamed Brahmi . Ils appellent les Algériens à exprimer leur solidarité avec les forces démocratiques, ouvrières et populaires dans leur juste combat pour le respect de leurs aspirations.

Le 26 juillet 2013

COMMUNIQUÉ DU PARTI UNIFIÉ DES PATRIOTES DÉMOCRATES APRÈS L'ASSASSINAT DE MOHAMED BRAHMI

Ce jour 25 juillet 2013, vient d'être assassiné notre camarade, le martyr Mohamed Brahmi, coordinateur général du Courant populaire, dirigeant du Front populaire et député à à l'Assemblée constituante. C'est le troisième crime politique commis contre la révolution sous le gouvernement de coalition actuel dirigé du mouvement En-Nahdha, après l'assassinat de Lotfi Naqd et du camarade martyr Choukri Belaîd, le 6 février dernier.

LE PARTI UNIFIÉ DES PATRIOTES DÉMOCRATES

- Condamne avec force cet crime politique ignoble, adresse ses condoléances à la famille du martyr Mohamed Brahmi, à ses frères de lutte dans le Courant populaire, à ses camarades du Front populaire.
- Considère que le gouvernement de coalition porte la responsabilité entière de ce crime, à sa tête le mouvement En-Nahdha qui a soutenu le terrorisme et protège ceux qui le pratiquent.
- Il appelle les masses populaires à manifester, à occuper les rues et les places publiques, à proclamer la désobéissance civile jusqu'à la chute du pouvoir en place.
- Il exige la fin du pouvoir politique en place et ses trois institutions: gouvernement, présidence et assemblée constituante.
- Il invite les partis démocratiques et progressistes, les organisations nationales, les composantes de la société civile à constituer un gouvernement de salut national.
- Il appelle les institutions militaires et sécuritaires à assurer la protection des Tunisiens et de leurs biens collectifs et individuels, le respect de la volonté du peuple tunisien.

Gloire au peuple révolutionnaire,
éternité à nos martyrs et honneur à la Tunisie.

Décès de notre camarade René Justrabo à Dijon (France)

Notre camarade René Justrabo est décédé à Dijon le 6 août 2013. Il est né à Mascara le 15 janvier 1917. Son père venu de France et sa mère native de Mascara avaient ouvert dans cette ville une petite épicerie. Après des études primaires à l'école primaire supérieure puis à l'école normale où il obtint son Brevet supérieur. A sa sortie de cette école il est nommé instituteur à Freha, poste qu'il ne rejoindra pas. En effet, pour des raisons de santé il se rend en France pour se soigner. Il profite de son séjour dans ce pays pour parfaire sa formation d'enseignant et devenir professeur. A son retour en Algérie, il enseignera dans un quartier populaire de Sidi Bel Abbés, puis enseignera à l'école l'histoire et la géographie.

Il adhérera au Parti communiste algérien en 1943 et il sera élu membre de son comité central au congrès qui s'était déroulé à El-Harrach les 17, 18 et 19 avril 1947. Très lié aux couches populaires de la ville de Sidi-Bel-Abbés, il sera choisi pour conduire aux élections municipales des 19 et 26 octobre 1947, la liste du Front Démocratique présentée dans le premier collège par la section du PCA de Sidi Bel-Abbés qui sera triomphalement élue. Il devient ainsi maire (le premier et seul maire communiste en Algérie) d'une ville siège du régiment militaire colonial "la légion étrangère". La grosse colonisation terrienne économiquement puissante et détenant les leviers de commande de l'administration coloniale dans la région n'acceptera pas la présence d'un communiste, anti-capitaliste et anticolonialiste à la tête de la mairie de Sidi Bel Abbés. Cette grosse colonisation tentera par trois fois de le chasser de la mairie en obtenant l'annulation des élections. Mais ces tentatives échouèrent et il demeura maire de cette ville jusqu'en 1953. Bien plus, le 4 avril 1948 présenté à Sidi-Bel Abbès dans le premier collège comme candidat du PCA aux élections à l'Assemblée Algérienne, il est élu. Dans le second collège, les élections avaient été truquées et les urnes bourrées par les sbires de l'administration coloniale pour favoriser l'élection des candidats de l'administration coloniale. Au côté des élus nationalistes du MTLD et de l'UDMA, de 1948 à 1954, en tant que seul élu communiste dans cette assemblée il mènera le combat pour dénoncer le système colonial. il deviendra la bête noire du colonialisme. Il abandonnera le 17 décembre 1955 l'Assemblée Algérienne en application de la décision prise par le PCA demandant à ses élus dans les diverses assemblées de démissionner de leurs mandats pour soutenir l'action armée du peuple algérien pour son indépendance nationale. René Justrabo, expulsé en mai 1956 de Sidi Bel-Abbés par une décision de l'administration coloniale, il sera le 26 novembre de la même année interné au camp de Lodi avec d'autres militants communistes, nationalistes et progressistes. Il y restera jusqu'au 18 juin 1960 et sera expulsé vers la France le 26 juin. Il s'installe alors à Dijon où il enseigne dans un lycée. Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, accompagné de son épouse il retourne à Sidi Bel Abbès où il enseigne dans un lycée. Il quitte l'Algérie vers la fin de l'année 1963 et s'installe à nouveau à Dijon où il prend sa retraite. Il poursuivra ensuite son action militante au sein de l'Association des combattants de la Cause anticolonialiste - "Agir contre le colonialisme aujourd'hui" (ACCA) et au sein de l'association "Les amis d'Alger républicain en France".

Les communistes Algériens saluent ce vaillant combattant de la cause anticolonialiste qui est resté fidèle à ses convictions communistes. Ils lui rendent hommage et présentent à ses enfants et à sa famille leurs condoléances et leur solidarité. Ils souhaitent en même temps que son valeureux combat inspire les nouvelles générations.